

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES DE LYON

INTRODUCTION

Portée vers l'étude des idées et des partis politiques, je me suis penché avec intérêt sur le socialisme dans le Rhône de 1929 à 1939.

Le cadre régional du sujet trouve sa pleine justification dans l'organisation même de la S.F.I.O. : en effet la Fédération Rhône-Alpes de la S.F.I.O. est une grande entité, comparable au parti communiste qui est beaucoup plus structuré et centralisé.

Mémoire de Maîtrise

de

Josiane MONNOT

La période choisie se situe dans l'entre-deux-guerres, époque où le socialisme avait une importance certaine dans le Rhône. Après la scission du Congrès de Tours en 1920, la S.F. sous la direction de plusieurs années pour retrouver son sens. Monsieur le Professeur J.M. MAYEUR en 1924, où la tendance "bleu horisontal" s'est affirmée aux élections. Dans le Rhône, il a fallu encore quatre ans pour que l'implantation S.F.I.O. soit suffisante pour permettre la réédition du journal local "L'Aspir Social" depuis 1924. L'étude est arrêtée en 1939, car la guerre et l'occupation ont bouleversé les hommes et les idées dans tout le pays.

Étudier le socialisme rhodanien, c'est s'interroger sur une Fédération qui a ses militants et ses organisations propres, sa vie interne et ses relations avec l'extérieur : c'est aussi essayer de définir son rôle dans le Rhône en

Novembre 1970

INTRODUCTION

Portée vers l'étude des idées et des partis politiques, je me suis penchée avec intérêt sur le socialisme dans le Rhône de 1929 à 1939.

Le cadre régional du sujet trouve sa pleine justification dans l'organisation-même de la S.F.I.O.: en effet la Fédération socialiste jouit d'une grande autonomie, contrairement au parti communiste qui est beaucoup plus structuré et centralisé.

La période choisie se situe dans l'entre-deux guerres, époque où le socialisme avait une importance certaine dans le Rhône. Après la scission du Congrès de Tours en 1920, la S.F.I.O. a dû lutter plusieurs années pour retrouver son assise électorale dans le pays, jusqu'en 1924, où la tendance " bleu horizon " s'est effritée aux élections.

Dans le Rhône, il a fallu encore quatre ans pour que l'implantation S.F.I.O. soit suffisante pour permettre la rediffusion du journal local : l'Avenir Socialiste, disparu depuis 1914. L'étude est arrêtée en 1939, car la guerre et l'occupation ont bouleversé les hommes et les idées dans tout le pays.

Etudier le socialisme rhodanien, c'est s'interroger sur une Fédération qui a ses militants et ses organismes propres, sa vie interne et ses relations avec l'extérieur; c'est aussi essayer de définir son implantation locale en

examinant tour à tour le nombre des adhérents, la presse et l'électorat socialistes, sans négliger l'influence souvent prépondérante de fortes personnalités sur le rayonnement du parti. Telles sont les grandes articulations de ce travail.

PREMIERE PARTIE Son cadre : La Fédération S.F.I.O. du Rhône

§ 1 HISTORIQUE DU PARTI SOCIALISTE

DANS LE RHONE JUSQU'EN 1929

*ouvrage article
de
dequin
pour ouvrage
idéologie*

Recherchant l'histoire du socialisme rhodanien avant la date de 1929 que nous avons pris comme point de départ de notre étude, nous avons trouvé peu de choses. Monsieur LATREILLE en parle en ces termes : Parti de rien au temps de la Commune, il n'a cessé de s'enfler jusqu'à menacer dans ses positions municipales le radicalisme même. C'est aux élections de 1881 qu'il recommence à jouer un rôle et que s'atteste la reconstitution du Parti". (I) A l'époque, ses assises sont en premier lieu dans le troisième arrondissement le quartier de la Guillotière, chez les ouvriers des grandes industries modernes, et également " dans la partie déshéritée du quartier Perrache " au-delà des voûtes", dans les communes de la Mulatière, Oullins et Givors chez les ouvriers métallurgistes; "enfin il tend la main à Villeurbanne qui prend figure de citadelle rouge de l'agglomération lyonnaise". Le socialisme rhodanien d'alors n'a pas de grands hommes dans ses rangs, excepté le docteur AUGAGNEUR, conseiller municipal de 1885 à 1905, député et ministre entre 1910 et 1919.

2

" Longtemps rapproché des radicaux par un commun anticléricalisme, il verra s'effriter ce ciment d'union avec la Séparation et avec le mouvement qui reportera les luttes politiques sur le terrain social". Dès 1905, le parti socialiste est représenté au Conseil municipal: à cette époque, les socialistes y sont au nombre de vingt deux " et Mr HERRIOT ne sera élu contre leur candidat, par trente voix, qu'avec l'appoint des modérés". Ils ont ensuite dans toutes les assemblées, Sénat, Chambre des Députés, Conseil Général et d'arrondissement, Conseils Municipaux, des représentations importantes. (2) En 1919, le groupe socialiste à l'Hôtel de Ville est le plus important, avec vingt six membres; le parti socialiste compte alors quatre adjoints à la Mairie centrale, sept adjoints d'arrondissements et vingt six conseillers. En 1925, le parti socialiste, avec trente et un élus, a la majorité absolue au Conseil Municipal et, comme précédemment, quatre adjoints socialistes à la Mairie centrale partagent avec Ed. HERRIOT les responsabilités du pouvoir dans les domaines les plus importants (assistance, voirie, police, hygiène et ravitaillement).

Simon Toms?

Sur le plan électoral, la représentation du parti, varie beaucoup dans la période allant de 1919 à 1929. Les élections de 1919 voient dans le Rhône, comme dans la France en général, la victoire du Bloc National. La liste des socialistes unifiés arrive en seconde position dans le Rhône avec 463.524 suffrages, assez loin derrière les progressistes

qui en obtiennent 695.516.(3) Sur douze députés élus, trois sont socialistes: les citoyens ROGNON, MOUTET et le Docteur LEVY; les autres mandats se répartissent ainsi: sept progressistes et deux radicaux, les listes d'anciens combattants et de républicains socialistes n'ayant, ni l'une, ni l'autre d'élus.

En revanche, aux élections de 1924, la liste du Cartel des Gauches remporte une éclatante victoire dans le Rhône; elle obtient une moyenne de 42.045 voix, contre 23.883 à la liste du Bloc National, 4.827 à la liste communiste et 2.625 à la liste de concentration républicaine de gauche. Le Bloc de Gauche, unissant candidats radicaux et radicaux socialistes et candidats socialistes SFIO, remporte les treize sièges de députés du département. Sur ce total, les députés SFIO sont au nombre de six: le député sortant MOUTET, en même temps avocat et conseiller général, Etienne ROGNON, sculpteur également député sortant, Victor DARME, commerçant et conseiller général, François BRETON, agriculteur, André FEVRIER, employé des P.T.T. et François GERBOUD, directeur de coopérative ouvrière. Parmi ces députés, il faut souligner la personnalité particulièrement remarquable de Marius MOUTET. Né le 19 Avril 1876, il milite dans les rangs socialistes dès 1894. Avant la première guerre mondiale, il est déjà connu, notamment en tant que conseiller général et sa candidature aux élections législatives de 1914 est soutenue, par JAURES lui-même dans son discours de Lyon-Vaise du 25 Juillet 1914.

Pendant la guerre, il s'est distingué par ses nombreuses interventions, critiquant, après sa mission en Russie, notre politique rétrograde, réclamant énergiquement de la part du gouvernement des précisions sur les conditions de paix et dénonçant les traités secrets. A cette époque, il est aussi intervenu dans la discussion de plusieurs lois, déposant même une proposition, dont s'est inspirée par la suite la loi garantissant leur emploi aux mobilisés. A ces diverses activités Marius MOUTET joint celle de membre du Comité Central de la ligue des Droits de l'Homme. (4)

Aux élections de 1928, le parti socialiste ne progresse pas dans le Rhône, bien qu'il remporte le plus grand nombre de sièges: cinq sur un total de quatorze.

A la date où Monsieur GENDRE est entré à la Fédération, 1923, celle-ci était surtout composée d'ouvriers. (5) Les dirigeants du parti, qu'il s'agisse des membres les plus importants des organismes fédéraux comme DARME, ou des élus comme ROGNON, sculpteur, et VOILLOT ouvrier menuisier, étaient alors presque tous de vieux ouvriers, de tendance guesdiste; le député MOUTET, avocat de son métier, faisait exception. Ainsi DARME était-il un ancien employé de l'OTL; il était devenu ensuite commerçant, faute de pouvoir trouver du travail dans sa profession d'origine. MARRO, Conseiller municipal socialiste, adjoint à la Mairie centrale, était menuisier; congédié par son patron pour des motifs d'ordre

syndical, il se reconvertit dans le commerce des chiffons.

- (1) Histoire de LYON de A. KLEINCLAUSZ tome III pages 275 - 276
- (2) l'A.S. du 9 Mars 1929
- (3) Le Progrès du 18 Novembre 1919
- (4) Le Progrès du 15 Novembre 1919
- (5) entretien avec Mr GENDRE, ancien secrétaire fédéral de la Fédération du Rhône du parti SFIO.

Suivant les nouveaux statuts, la C.E., dont les membres sont proposés par la commission électorale et ratifiés au Congrès, comprend seize membres des sections de Lyon, huit membres des sections suburbaines et huit membres des sections rurales. Les réunions ont lieu le premier dimanche de chaque mois et tous les mardis, sauf celui suivant la réunion du dimanche. Les ruraux ne sont tenus que d'assister aux réunions de la C.E. du dimanche. (2) Encore cela leur pose-t-il des problèmes de transport puisqu'à la suite de la demande instante de l'un de ses membres, il est décidé que toutes les réunions de la C.E.F. commenceront à l'heure exacte pour permettre aux ruraux de rentrer chez eux par le tramway. (3)

Au Congrès Fédéral du 10 Mars 1929, on procède également au renouvellement des organismes fédéraux, comme cela a lieu chaque année. Mais cette année-là a ceci de particulier qu'une nouvelle équipe accède pour plusieurs années à la direction de la Fédération. Il importe de tracer en quelques mots le portrait du secrétaire fédéral qui va pendant dix années diriger la Fédération du Rhône; en effet le rôle du secrétaire fédéral est important : c'est de faire appliquer les décisions du parti. Eugène GENDRE est originaire de MARSEILLE où son père avait été un des fondateurs du Parti Ouvrier Français de Guesde. Arrivé à Lyon en 1920, il y a fini ses études en 1923 et alors, est entré au parti. Il est

11

nommé archiviste fédéral en 1927 et le reste jusqu'en 1929. Il suit de près le mouvement syndical et, lui-même est secrétaire de syndicat de 1924 à 1929. Il est également membre de la Ligue des Droits de l'Homme, du groupe départemental de l'enseignement laïque, et de la Caisse des Ecoles de la Ville de Lyon. Ingénieur, sorti de l'Ecole des Travaux publics, il a fondé son propre bureau d'études en 1933, n'ayant pu retrouver du travail comme salarié après avoir été renvoyé pour des raisons politiques. Il se situe alors dans la ligne du marxisme traditionnel de Guesde, refusant tout révisionnisme. Il se proclame, sur le plan local, disciple de Victor DARME, ancien secrétaire fédéral, et par ailleurs c'est un ami personnel de Paul FAURE . (4)

Le reste de l'équipe dirigeante nous est peu connue, notamment deux des secrétaires adjoints, PITIOT et Antoine BONNET. Le troisième, DUMAS, mutilé de guerre, est employé de son métier et syndiqué. (5) Le trésorier fédéral, Maurice LACONDEMENE, est âgé de quarante huit ans, alors; c'est un négociant qui est aussi vice-président de l'œuvre des cantines scolaires et membre de la délégation cantonale. Jacques GOUX, trésorier fédéral adjoint, est professeur agrégé d'allemand dans un lycée; il est aussi syndiqué. L'archiviste BERTRAS est ouvrier métallurgiste.

Dans quelle situation sont les sections au moment où cette nouvelle équipe accède à la direction de la Fédération?

Selon la structure du parti ^{telle} qu'elle a été organisée en 1905 et reconduite après la scission de Tours de 1920, le groupe est, à la base, le centre permanent d'action sociale et d'action politique; la section, réunion des groupes d'une même commune, a seule le droit de mener une action publique. A Lyon, pour des raisons électorales, les groupes d'un même arrondissement constituent une section. (6) L'effectif des sections pour le département du Rhône n'a guère dû augmenter depuis la fin de l'année 1928, où elles représentaient deux mille sept cent soixante deux adhérents, dont mille dix pour la seule ville de Lyon. Les sections les plus importantes alors, celles qui ont plus de cinquante adhérents, se situent presque toutes à Lyon et dans l'environnement immédiat. Il s'agit, en effet des sept sections de Lyon, de celles de Bron, Vénissieux et Villeurbanne. Mais la section de Villefranche, au coeur du Beaujolais, est également importante, ainsi que celle de Cours, au nord-ouest du département.

Chaque section se réunit en assemblée générale environ une fois par mois. Elle est dirigée par une commission exécutive et un bureau de quelques membres, plus ou moins nombreux suivant l'importance de la section.

A cette date de début mars 1929, y-a-t-il dans la Fédération du Rhône tous les groupements socialistes existant alors sur le plan national au sein de la SFIO : le mouvement de jeunesse des Jeunesses Socialistes, les Etudiants Socialistes, les groupes de femmes du parti et enfin l'Ecole

Socialiste qui exerce une influence non négligeable par les conférences qu'elle donne ? (7) Il semble que, sur tous ces groupements, un seul existe début 1929 dans le Rhône, c'est celui des Jeunesses Socialistes. A la réunion du 28 Février 1929, leur secrétaire fédéral, Iwan BRISSOT, indique que les effectifs des J.S. à L^yn ont rapidement progressé depuis l'année précédente; ils sont passés de huit adhérents en mai 1928 à cent huit à la date du 28 février 1929. "Actuellement nous sommes constitués", dit-il. "Donnant l'exemple à toutes les Fédérations de France, nous avons obtenu de la Fédération du Rhône la reconnaissance de notre existence dans ses statuts". Auparavant les J.S. dans le Rhône ont longtemps végété " à cause de l'indifférence révoltante des vieux militants". " Nous dûmes organiser sans argent des permanences, des réunions, des conférences publiques ou contradictoires ". Puis, tout à coup, quelques membres adultes s'intéressèrent à leurs efforts et les aidèrent. " Il n'en fallut pas plus pour que nous connûmes le succès ". (8)

Pour achever la présentation de la Fédération du Rhône début 1929, il faut évoquer la représentation des socialistes aux assemblées. Depuis les élections législatives de 1928, ils sont représentés à l'Assemblée Nationale par cinq députés: RICHERAND, ouvrier cordonnier, André FEVRIER, député sortant, commis des Postes, Etienne ROGNON, député sortant sculpteur, Lazare GOUJON, docteur en médecine, et Armand CHOUFFET, avocat. A la veille des élections municipales de

1929, le Parti socialiste, qui a le plus fort groupe au Conseil Général du Rhône, détient la majorité au Conseil Municipal. (9) Révision

- (1) l'A.S.N° spécial de janvier 1939
- (2) l'A.S. n° spécial du 8 février 1930
- (3) l'A.S. du 6 avril 1929
- (4) entretien avec Mr Eugène GENDRE
- (5) l'A.S. du 20 avril 1929
- (6) Lefranc le mouvement socialiste sous la IIIe République
p. 126
- (7) Ligou : Histoire du socialisme en France p. 371-373
- (8) l'A.S. du 23 Mars 1929
- (9) l'A.S. du 9 Mars 1929

mes de la section. A l'occasion du collectage du 26 décembre 1937 pour " les frères espagnols", seulement cinquante six militants sur deux cent cinquante sont venus aider le Bureau (2). Il est intéressant également d'évaluer la différence entre le nombre des membres des organismes de la section, le Bureau et la Commission Exécutive, et le total d'adhérents. En février 1934, les membres des organismes de la troisième section sont au nombre de vingt sur un total de cent vingt sept adhérents. En janvier 1938, sur deux cent cinquante, on totalise trente membres dans les organismes de la section. Il paraît difficile de tirer un enseignement général de ces quelques indications, malheureusement trop rares. Cependant, en comparant ces données, il semble que le nombre de militants actifs de cette section ne soit guère supérieur à celui des membres de ses organismes.

Les activités professionnelles et toutes les activités extrapolitiques des humbles militants ne nous sont guère connues. Dans la section de Bron, importante à l'époque, une grande partie des membres sont employés à l'Hôpital psychiatrique; le fait s'explique aisément car le secrétaire de section, qui y occupe une fonction importante, a fait sur place de la propagande pour le Parti. (3) Dans la troisième section, le recrutement chez les sapeurs-pompiers apparaît comme une constante: en fin d'année 1930, parmi les victimes de l'éboulement de Fourvière, sept des sapeurs-pompiers " broyés au champ du sacrifice" appartiennent à la troisième

section SFIO; (4) et on signale en 1937 qu'il y a un grand nombre d'adhésions chez les sapeurs-pompiers du fait des réunions mensuelles que le bureau de la section organise avec le concours du député SFIO lyonnais, André FEVRIER. (5) En décembre 1934, le nombre de commerçants dans cette section est de seize sur un total d'environ cent douze membres. (6)

La rubrique nécrologique de l'Avenir Socialiste nous fournit quelques indications sur les défunts du parti. Sur soixante sept membres décédés entre 1929 et 1939, il y en a vingt et un dont on ignore les activités. En revanche, la profession de vingt deux d'entre eux est connue. Près de la moitié sont employés, cinq, ouvriers et quatre, commerçants. Et, nous savons que quarante six appartiennent à des groupes extra-professionnels, car la plupart participent à plusieurs activités, en dehors même du parti. (7)

3.2. Etudes des candidats aux élections :

La liste des candidats socialistes aux diverses élections cantonales: cantonales partielles de 1930 et 1931, cantonales du 18 octobre 1931, d'octobre 1934 et d'octobre 1937, nous révèle peu de choses. On ignore la plupart du temps la profession et les activités des soixante sept personnes qui la composent. Sur une liste aussi nombreuse, seuls douze candidats se présentent à plusieurs reprises pendant cette période. D'une élection à l'autre, il y a donc un assez grand renouvellement des candidats.

Sur quatre vingt dix huit candidats aux élections municipales à LYON, on en trouve quinze qui le sont à deux reprises. Mais c'est aux élections législatives qu'il y a la plus grande permanence des candidats. En effet, sur vingt sept, dix sont candidats au moins deux fois, cinq le sont trois fois. Il faut remarquer enfin que douze militants sont à la fois candidats aux élections cantonales, législatives et municipales à Lyon.

Les listes des candidats socialistes aux élections législatives et aux élections municipales à Lyon donnent la possibilité d'étudier leurs professions. (8)

Dans le cas des candidats aux élections législatives, on remarque que le tiers (huit sur vingt quatre dont la profession est connue) a une profession libérale; en revanche, il y a relativement peu d'ouvriers et d'employés, moins d'un tiers pour ces deux catégories.

La proportion est sensiblement différente pour les candidats aux élections municipales à Lyon. Sur soixante douze dont on connaît les professions, trente six, c'est-à-dire la moitié, se rangent dans la catégorie des ouvriers ou des employés. Le nombre des commerçants, représentant un neuvième du total est aussi relativement important, ainsi que celui des artisans.

Il faut souligner l'absence totale d'industriels, dans les deux cas. Il manque aussi une autre catégorie socio-professionnelle, celle des agriculteurs; cela s'explique

TABLEAU 2 : PROFESSIONS DES CANDIDATS SOCIALISTES AUX ELECTIONS.

- Professions des candidats aux élections législatives
(24 dont on connaît la profession, sur 27) :

Employés	Ouvriers	Fonctionnaires	Cadres	Professions libérales et commerçants	Autres activités
3	3 :	4, dont :	4, dont :	I médecin 6 avocats I représentant I commerçant	I conseiller général
	I ouvrier cordonnier I ouvrier sculpteur I ajusteur	2 professeurs I directeur de l'office régional du cinéma éducateur	2 ingénieurs I directeur de coopérative ouvrière		

Professions des candidats aux élections municipales à Lyon :
(72 dont on connaît la profession, sur 98).

Employés	Ouvriers	Fonctionnaires	Cadres	Professions libérales et commerçants et artisans	Autres activités
19	17	6, dont :	4	3 avocats 2 représentants 8 commerçants 7 artisans	3 députés 2 conseillers généraux I journaliste
		4 enseignants			

aisément pour les élus municipaux à Lyon, qui sont des urbains; c'est déjà plus surprenant pour les candidats à la députation.

On ne saurait généraliser ces indications à l'ensemble de la composition sociale du parti, d'autant qu'il y a déjà une différence nette entre la condition socio-professionnelle des deux catégories de candidats. Il est certain que la Fédération compte aussi dans ses rangs des agriculteurs. Ainsi deux noms de propriétaires terriens et un de viticulteur-cultivateur sont cités dans un rapport sur la vie chère présenté à la C.E.F. en février 1931. (9)

Le nombre de syndiqués sur la liste des candidats socialistes aux élections municipales nous est également connu. Il est de dix-neuf sur un total de soixante-douze dont la profession est mentionnée, ce qui représente un peu plus du quart. Cela n'est pas beaucoup quand on pense que les membres du parti SFIO qui sont salariés (quarante-six dans le cas présent) sont théoriquement tenus d'être syndiqués.

3.3. Les militants de la direction et leurs activités :

Jusqu'au début de l'année 1939, la Fédération garde à sa tête le même secrétaire fédéral, Eugène GENDRE. Il n'en est pas de même pour les autres postes du Bureau Fédéral. (10) Les changements les plus nombreux affectent ceux de secrétaires adjoints et celui d'archiviste, notamment à partir de mai 1936. En 1931, le remplacement de PITIOT par REYNARD comme secrétaire adjoint s'explique par la démission du

TABLEAU 3 : COMPOSITION DU BUREAU FEDERAL DE 1929 à 1939
 (d'après numéros spéciaux de l'Avenir Socialiste)

Dates	Secrétaire fédéral	Secrétaires adjoints	Trésorier fédéral	Trésorier adjoint	Archiviste
1929	E. GENDRE	PITIOT DUMAS Ant. BONNET	LACONDEMENE	GOUX	BERTRAS
Juin 1929 à fin 1929	E. GENDRE	PITIOT Ant. BONNET BOURJON	LACONDEMENE	GOUX	DUMAS
1930	E. GENDRE	PITIOT Ant. BONNET R. CROUZET	LACONDEMENE	GOUX	DUMAS
1931	E. GENDRE	Ant. BONNET CROUZET Ch. REYNARD	LACONDEMENE	GOUX	LOM- BRETTE
1932	E. GENDRE	Ant. BONNET CROUZET REYNARD	LACONDEMENE	GOUX	LOM- BRETTE
1933	E. GENDRE	Ant. BONNET CROUZET REYNARD	LACONDEMENE	GOUX	LEQUER- TIER
1934	E. GENDRE	Ant. BONNET CROUZET REYNARD	LACONDEMENE	GOUX	LEQUER- TIER
1935	E. GENDRE	Ant. BONNET CROUZET REYNARD	GOUX	MUZEAUD	LEQUER- TIER
Avril 1935 à fin 1935	E. GENDRE	Ant. BONNET LEQUERTIER REYNARD	GOUX	MUZEAUD	DEVAUX
1936	E. GENDRE	Ant. BONNET LEQUERTIER REYNARD	GOUX	MUZEAUD	DEVAUX

.....

Dates	Secrétaire fédéral	Secrétaires adjoints	Trésorier fédéral	Trésorier adjoint	Archiviste
Mai 1936 à fin 1936	E. GENDRE	REYNARD LEQUERTIER DEVAUX	GOUX	MUZEAUD	DINT- ZER
1937	E. GENDRE	REYNARD LEQUERTIER DEVAUX	GOUX	MUZEAUD	Georges COURT
1938	E. GENDRE	REYNARD LEQUERTIER DEVAUX	GOUX	DARGAUD	RENAUD
Juillet 1938 à fin 1938	E. GENDRE	DEVAUX J. RENAUD DEPASSIOT	E. DARGAUD	MEYER	Georges ANDRE
1939	LEQUERTIER	MUZEAUD ORSONI P. BORDAT	GOUX	PAILHES	SALA- MAND

premier le 28 décembre 1930. En 1933, après le décès de LOMBRETTE, LEQUERTIER est nommé archiviste à sa place. De même, le trésorier fédéral LACONDEMENE meurt le 2 janvier 1935 et GOUX lui succède.

Mais les changements importants dans la composition du Bureau Fédéral ne se produisent qu'à partir de juillet 1938. Trois de ses membres démissionnent en juin 1938 : ce sont GOUX, LEQUERTIER et REYNARD, auteurs d'une motion minoritaire au dernier Congrès fédéral. Cela provoque un remaniement du Bureau par la Commission exécutive fédérale les 19 juin et 3 juillet. (II) Au Congrès fédéral du 18 décembre 1938, le Bureau Fédéral est signataire d'une motion minoritaire en matière de politique extérieure. Eugène GENDRE écrit alors, au nom du Bureau Fédéral démissionnaire, une lettre aux membres de la C.E.F., dont voici un passage : " En suite du vote intervenu au dernier Congrès fédéral, nous vous remettons notre démission de membres du Bureau Fédéral. Cette décision est conforme à la démocratie intérieure de notre Parti. Signataires d'une motion Paul FAURE sur le problème de la paix, qui n'a pas obtenu la majorité, nous nous retirons. Il appartient à la nouvelle majorité de prendre maintenant ses responsabilités ". (12) Cependant, à la demande des camarades de la Commission exécutive fédérale, le Bureau Fédéral démissionnaire assure l'intérim jusqu'au Congrès fédéral ordinaire de février 1939. Mais, pour éviter toute friction, ses membres expriment le désir que leur

premier le 28 décembre 1930. En 1933, après le décès de LOMBRETTE, LEQUERTIER est nommé archiviste à sa place. De même, le trésorier fédéral LACONDEMEENE meurt le 2 janvier 1935 et GOUX lui succède.

Mais les changements importants dans la composition du Bureau Fédéral ne se produisent qu'à partir de juillet 1938. Trois de ses membres démissionnent en juin 1938 : ce sont GOUX, LEQUERTIER et REYNARD, auteurs d'une motion minoritaire au dernier Congrès fédéral. Cela provoque un remaniement du Bureau par la Commission exécutive fédérale les 19 juin et 3 juillet. (II) Au Congrès fédéral du 18 décembre 1938, le Bureau Fédéral est signataire d'une motion minoritaire en matière de politique extérieure. Eugène GENDRE écrit alors, au nom du Bureau Fédéral démissionnaire, une lettre aux membres de la C.E.F., dont voici un passage : " En suite du vote intervenu au dernier Congrès fédéral, nous vous remettons notre démission de membres du Bureau Fédéral. Cette décision est conforme à la démocratie intérieure de notre Parti. Signataires d'une motion Paul FAURE sur le problème de la paix, qui n'a pas obtenu la majorité, nous nous retirons. Il appartient à la nouvelle majorité de prendre maintenant ses responsabilités ". (12) Cependant, à la demande des camarades de la Commission exécutive fédérale, le Bureau Fédéral démissionnaire assure l'intérim jusqu'au Congrès fédéral ordinaire de février 1939. Mais, pour éviter toute friction, ses membres expriment le désir que leur

soient adjoints deux militants d'opinion opposée, en l'occurrence LEQUERTIER et GOUX. A la réunion de la commission exécutive du 19 février où est désigné le nouveau Bureau, " les membres sortants déclarent qu'ils ne sollicitent pas le renouvellement de leur mandat et qu'ils n'accepteront aucune fonction dans les diverses commissions désignées par la commission exécutive fédérale ". A son grand regret, le Bureau Fédéral ne rassemble donc pas des militants de toutes les tendances. Il comprend, des camarades qui ont fait triompher au Congrès fédéral de décembre 1938 la motion LÉON BLUM et d'autres qui se sont rangés derrière une motion GOUX-REYNARD. Ils sont tous d'accord depuis longtemps sur les moyens à employer pour administrer la Fédération. (13)

Ces militants de la direction sont-ils très actifs, au sein des organismes fédéraux comme dans les tâches générales demandées par la Fédération? L'assiduité aux réunions de la Commission exécutive fédérale est variable suivant les années. Celle-ci se réunit en moyenne trente-quatre à trente-cinq fois par an, dont une huitaine de fois le dimanche, seul jour où ses membres ruraux sont tenus d'y assister. La participation y est obligatoire pour les membres du Bureau Fédéral, de la Commission exécutive, les parlementaires, les élus cantonaux et les élus municipaux de Lyon. En 1929 et en 1930, tous les membres satisfont à leur mandat du point de vue de l'assiduité et présentent des excuses valables pour leur absences. En 1931, l'article vingt-huit des statuts fédéraux qui sanctionne par la radiation

les membres de la commission exécutive trop rarement présents joue une **seule fois** , pour DANGMANN, de la section de Vénissieux, qui n'a assisté qu'à deux réunions sur quatorze. (14) A partir de 1933, on déplore le manque d'assiduité des membres ~~de la~~ de la commission exécutive fédérale et il empire encore en 1934 : " Il y e n a trop qui non seulement s'absentent souvent, mais encore oublient d'avoir une excuse valable "(15) Il en va de même en 1935. En revanche, la situation se rétablit à partir de 1936. Pendant toute la période, la plupart des élus sont peu assidus à ces réunions, certains n'assistant même à aucune. Au contraire, les membres du Bureau fédéral y viennent dans l'ensemble, régulièrement.

Le nombre de ceux qui participent aux réunions, ou aux délégations organisées par la Fédération se situe, selon les années, entre dix-sept et quarante. Les militants actifs dans ce domaine sont donc très peu nombreux, si l'on compare ces chiffres avec ceux de l'ensemble de la Fédération qui a, par exemple en 1929, deux mille huit cent trente-trois adhérents. C'est peu, même par rapport à l'effectif des membres de tous les organismes fédéraux (commission exécutive fédérale, commission des conflits et commission de contrôle) qui est de quarante-huit en 1929. Les dirigeants de la Fédération en sont d'ailleurs bien conscients. Ils félicitent les propagandistes de la Fédération pour leur dévouement et leur désintéressement puisqu'ils paient " non seulement

de leur personne, mais aussi le plus souvent de leur argent".

(I6) En revanche, ils se plaignent de leur petit nombre :

" la propagande repose presque uniquement sur quelques militants du Bureau Fédéral; il faut que les élus participent plus activement à l'oeuvre fédérale de propagande". (I7)

- (I) L'Action Socialiste de novembre 1933
- (2) L'action Socialiste de janvier 1938
- (3) Entretien avec Monsieur HORNUNG, ancien responsable de la Fédération du Rhône du parti SFIO.
- (4) L'Avenir Socialiste du 22 novembre 1930.
- (5) L'Action Socialiste de décembre 1937.
- (6) L'Action Socialiste de décembre 1934.
- (7) Voir tableau I
- (8) Voir tableau II
- (9) L'Avenir Socialiste du 14 février 1931.
- (10) Voir tableau III
- (11) L'Avenir Socialiste du 9 juillet 1938.
- (12) L'Avenir Socialiste du 24 décembre 1938.
- (13) L'Avenir Socialiste du 25 février 1939.
- (14) L'Avenir Socialiste spécial de 1932.
- (15) L'Avenir Socialiste du 2 février 1935.
- (16) L'Avenir Socialiste du 13 janvier 1937.
- (17) L'Avenir Socialiste n° spécial de janvier 1936.

partisans de la participation. " déjà la solidité de notre édifice est entamée et la composition même de nos sections modifiée A la troisième section notamment, par suite de véhémentes sorties de quelques-uns de nos camarades, notre recrutement s'est partiellement modifié et notre section comprend maintenant cinquante pour cent de commerçants et d'employés N'ouvrons donc pas la porte par laquelle disent passer les participationnistes Cette porte ouverte servirait de passage à la petite bourgeoisie, elle faciliterait aussi le départ des travailleurs et des prolétaires"(3). Au Congrès fédéral extraordinaire du 19 janvier 1930, un débat porte sur cette question qui sera à l'ordre du jour du prochain Congrès national. La participation y est refusée par cent quatre-vingt sept voix contre soixante-trois.

C'est la même année que se créent à Lyon des groupes qui expriment les diverses tendances existant au sein du parti sur le plan national. Le groupe de l'Étincelle qui est partisan, derrière MAURIN, FOGEL et MAIGRET, d'un " front unique " avec les communistes, ne semble pas exister à Lyon. En revanche, celui de la Bataille Socialiste y est représenté dès mars 1930 (4). Cette tendance, dirigée par BRACKE et ZYROMSKI, qui domine la Fédération de la Seine, affirme nettement le principe de la lutte des classes et se montre très hostile aux radicaux (1). Réuni en assemblée générale le 19 mars 1930, le groupe lyonnais décide d'exposer aux camarades du parti les principes de l'action qu'il désire entreprendre. Il considère que, vu

Ne pas partir

l'évolution même du régime capitaliste, il faut continuer la propagande socialiste sur le terrain du marxisme traditionnel; rien ne justifie les tentatives révisionnistes. Il est nécessaire de répandre en profondeur l'éducation marxiste et des conférences sont organisées dans ce but (4). Ainsi, dans une conférence sur " mouvement ouvrier et doctrine socialiste " André PHILIP, professeur à la Faculté de Droit de Lyon, développe-t-il toute l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste (5). Le groupe s'intéresse aussi au problème colonial: en novembre 1930, LEVIS, conseiller municipal socialiste de Lyon, expose la politique d'exploitation du régime capitaliste dans les colonies; à la même date, André PHILIP, dans une conférence sur " socialisme et colonialisme " montre que, jusqu'à présent, les partis socialistes n'ont pas toujours fait leur devoir et que le socialisme doit prendre une position bien nette sur le problème (6). Le groupe de la Bataille Socialiste prend également position sur la question de la tactique électorale en répudiant énergiquement le deuxième tour de scrutin et toute tactique électorale qui ne tiendrait pas compte de l'intérêt de classe du socialisme.

Contrairement au groupe de la Bataille Socialiste, celui des Amis de la Vie Socialiste à Lyon suscite des difficultés à la Fédération. Créé en juin 1930, il se propose pour but l'éducation et la propagande socialistes, en conformité avec les principes et l'idéal démocratique enseignés par JAURES. Son secrétaire, le professeur Pierre GROSCLAUDE, est celui

qui défendait la participation dès 1929 (7). Sur le plan national, l'équipe de la Vie Socialiste, derrière VARENNE, AURIOL, Paul BONCOUR et KAHN, forme l'aile droite du parti. Ils sont " républicains avant tout, participationnistes et partisans d'une collaboration permanente avec les radicaux. Ils ne croient pas à la Révolution et s'affirment nettement réformistes " (I).

La lutte des tendances s'exaspère dans la discussion du rapport moral de 1930 qui a lieu au Congrès fédéral du 15 février 1931. Une motion anonyme a été élaborée par un groupe de militants contre le Bureau Fédéral et adressée à plusieurs sections. Il se dégage ainsi une minorité hostile au Bureau Fédéral et qui fait partie du groupe des Amis de la Vie Socialiste. Ils pensent que le Bureau Fédéral n'a pas servi les intérêts de la Fédération. Partisans d'une collaboration avec les radicaux, ils affirment que les interventions au Conseil municipal ont été engagées sur de mauvais terrains et se demandent pourquoi les socialistes n'ont pas pris la mairie. Ils ne sont pas d'accord avec les sanctions prises contre les élus et attribuent la diminution des effectifs fédéraux à l'attitude des organismes dirigeants. Malgré cette opposition, le rapport moral est voté à une majorité de cent quatre-vingt onze voix contre quarante-trois et deux abstentions (8). Dans les années suivantes, il n'est plus question du groupe des Amis de la Vie Socialiste et il n'y a pas de dissensions

au moment du vote des rapports moraux chaque année. Ainsi le compte rendu moral présenté par le Bureau Fédéral est-il adopté à l'unanimité au Congrès fédéral ordinaire du 14 février 1932 (9). A celui du 12 février 1933, il est voté à l'unanimité, moins une abstention (10).

Mais un autre conflit de tendances est dévoilé à la réunion de la commission exécutive du 1er septembre 1935 : celle-ci s'indigne des procédés "inqualifiables" employés par la fraction dite bolchevick-léniniste contre les hommes qui ont la confiance du Parti. Elle regrette que la Commission Administrative Permanente du parti ait jugé bon, sans consulter les Fédérations, d'admettre cette fraction qui accepte les vingt et une conditions de Moscou. Elle prend des mesures de défense contre l'entreprise de désagrégation du parti menée par cette tendance : elle interdit aux membres de la Fédération du Rhône de vendre son organe, le journal "La Vérité", ou tout tract édité par elle. Elle donne mandat aux responsables de l'Avenir Socialiste de ne pas publier ses articles. De plus, elle met en garde les sections contre "ce parti dans le parti" (II).

En effet cette tendance fait un travail de propagande pour son compte à l'intérieur même des sections : cela, apparaît lors de l'élection d'un nouveau secrétaire dans la quatrième section, à l'assemblée générale du 6 septembre 1935. Le Bureau de cette section a démissionné à cause de la présence d'une fraction léniniste dont le but est, à son avis,

Trotskyistes

le noyautage délibéré du Parti. L'élection d'un nouveau secrétaire amène les militants à se prononcer nettement pour ou contre cette tendance. Le secrétaire démissionnaire, RICHELET, obtient vingt et une voix contre cinq seulement au léniniste MARCHESIN, et un bulletin blanc (I2). Le sort de cette fraction dans le Rhône est réglée au Congrès fédéral du 3 novembre 1935; la motion de la commission exécutive sur le sujet l'emporte par cent quarante trois voix contre dix-huit. Il y est décidé que les camarades qui se comportent comme les bolchevicks-léninistes seront exclus du parti (I3).

Malgré ces incidents, le Bureau Fédéral n'est jamais mis en minorité jusqu'en décembre 1938, car ses motions obtiennent toujours la majorité aux Congrès fédéraux. Quelle est, pendant ces années, l'orientation idéologique donnée à la Fédération du Rhône au sein d'un parti où se mêlent partisans de l'intransigeance et partisans du réformisme ? Derrière le Bureau Fédéral et le secrétaire fédéral Eugène GENDRE, qui se proclame ami personnel de Paul FAURE, la grande majorité de la Fédération, jusqu'à la conférence de Munich (29 septembre 1938), suit le centre du parti de BLUM et FAURE (I4). Vers 1928, leur position se caractérise par l'affirmation du caractère distinct et autonome du parti et l'opposition à la participation au gouvernement. Ils différencient, comme BLUM, la "conquête" du pouvoir ("prise totale du pouvoir politique, prélude et condition nécessaire à la transformation du régime de la propriété " (I5) de l' "exercice " du pouvoir par le

parti socialiste dans le cadre du régime capitaliste, au cas où il serait le plus fort parti d'une majorité de gauche. Pour eux, les réformes, loin d'être " un moyen de conservation sociale et un frein aux aspirations du monde du travail " sont " un argument de propagande, une arme nouvelle de combat, un épisode de la marche du prolétariat vers le renversement du régime " (I).

Comment l'orientation idéologique de la Fédération évolue-t-elle au cours de la période ? Sa position sur le problème de la participation au gouvernement passe du refus net à l'acceptation de la thèse de la " participation conditionnée".

Le Congrès fédéral de mai 1932 considère que, dans les circonstances exceptionnelles d'alors, le parti ne doit pas refuser à priori une offre éventuelle de collaboration, mais que celle-ci ne doit être accordée et maintenue que pour un délai déterminé et sous des conditions nettement définies (I6). Sur le plan national, le parti a suivi la même évolution et, à cette époque, il dresse dans " les Cahiers de HUYGHENS " une liste de mesures dont il fait la condition impérative de sa participation au gouvernement à tendance radicale (I7). Lorsqu'à la majorité, le groupe parlementaire décide, à la fin du mois de mai 1933, de voter le budget, malgré l'avis des organismes directeurs du parti, la Fédération du Rhône demande, au Congrès fédéral du 2 juillet, un blâme contre la majorité du groupe et fait un appel aux statuts pour renforcer l'autorité de la Commission Administrative Permanente (I8). Le Congrès de la Mutualité qui se tient à Paris du 14 au 17 juillet

prend la même position. Au Congrès fédéral de juillet 1937, la Fédération du Rhône approuve l'action du gouvernement de Front populaire à direction socialiste; elle enregistre avec satisfaction les améliorations substantielles données aux travailleurs depuis juin 1936; cependant elle regrette que certaines réformes restent insuffisantes et que le gouvernement ait parfois semblé céder aux événements. Elle accepte la participation au cabinet CHAUTEMPS, qui s'est mis en place le 22 juin après la démission du gouvernement BLUM, sous réserve qu'il tienne ses engagements; cependant elle aurait voulu qu'avant d'accepter la participation à ce ministère, le Conseil national du parti ait demandé aussi la participation au nouveau gouvernement du parti communiste et imposé à certains ministères le maintien de femmes (19).

Mais la Fédération du Rhône est profondément affectée en 1938 par le débat sur la politique extérieure qui trouble le parti au plan national. Elle se divise sur le problème au Congrès fédéral du 18 décembre 1938 : quatre-vingt trois voix se portent sur la motion BLUM-ZYROMSKI, soixante-cinq sur la motion Paul FAURE et quarante-neuf sur une autre motion qui condamne la défense nationale en régime capitaliste (20). Ce vote est d'une grande importance puisqu'il met, pour la première fois depuis 1929, le Bureau Fédéral, signataire de la motion Paul FAURE, en minorité. Cela entraîne sa démission unanime et le renouvellement de l'équipe dirigeante de la Fédération.

Durant cette période, le heurt des tendances à la ligne directrice de la Fédération, qui suit, jusqu'en décembre 1938, le centre du parti derrière BLUM et Paul FAURE, provoque-t-il la formation d'un socialisme important en dehors de la Fédération ? On trouve quelques échos de la création du néosocialisme à Lyon en 1933. " Le mouvement néosocialiste à Lyon est parti de notre arrondissement (le troisième). On pourrait même dire qu'il y est resté Nous aurons donc à nous défendre ici contre ce mouvement qui, comme le mouvement communiste, sera dirigé spécialement contre notre parti. Nous le ferons utilement en maintenant notre action sur le véritable terrain socialiste, celui de la lutte des classes. Le socialisme ne peut se contenter, comme le veulent les néos, de limiter les excès du régime capitaliste, son but c'est d'abattre ce régime. Il ne peut, comme ils le demandent, contribuer à restaurer l'autorité de l'Etat actuel, autorité toujours dirigée contre la classe ouvrière" (21). On sait que le mouvement néosocialiste à Lyon est dirigé par des fonctionnaires syndiqués et des dirigeants de syndicats confédérés (22). Il est difficile de connaître les conséquences de la scission néosocialiste sur l'effectif de la Fédération. A la date du 21 novembre 1933, huit membres de la troisième section, celle qui semble le plus touchée par le mouvement, ont démissionné pour devenir néosocialistes (23). Dans le rapport moral de la Fédération pour l'année 1933, on signale le départ d'une

vingtaine seulement de membres régulièrement inscrits, ce qui est peu de chose par rapport au nombre total d'adhérents cette année-là, mille neuf cent huit. Au Congrès du 28 Janvier 1934, on enregistre deux cas d'élus passés au néosocialisme, le sénateur GIRAUD et le conseiller municipal de Lyon, DURY. En fin de compte, l'influence de la scission néosocialiste à Lyon semble avoir été faible.

Un autre schisme se produit dans la quatrième section cette fois, en février 1939 : les trois militants, CHAVANNE, CARLHIAN et POUCHOY y ont constitué une section du parti Socialiste Ouvrier et Paysan, parti issu, sur le plan national, de l'exclusion de la S.F.I.O., en juin 1938, des dirigeants de " la Gauche Révolutionnaire ". Ils ont essayé de désorganiser la quatrième section en tentant de recruter pour leur groupement auprès de leurs anciens camarades. La Commission fédérale des conflits se saisit de l'affaire et prononce la sentence d'exclusion du parti contre les militants incriminés (24).

1.2. Les rapports de la Fédération avec les Jeunesses Socialistes :

Un autre problème de relations internes se pose souvent au cours de la période : ce sont les relations entre la Fédération adulte et les Jeunesses Socialistes. En mai 1929, pendant la période électorale, les Jeunesses ralentissent leur action personnelle pour se mettre à la disposition des sections adultes : elles portent la contradiction dans les réunions des adversaires politiques, passent des nuits à coller des affiches et assurent la surveillance des bureaux de vote. Ensuite,

décidées à reprendre leur propagande, elles réclament une coordination de leurs efforts et de ceux de la Fédération du Rhône. Elles rappellent l'article des statuts de la Fédération au terme duquel les militants du parti sont tenus de faire adhérer leurs enfants aux Jeunesses et demandent aux secrétaires des sections adultes de les faire appliquer (25).

D'août à novembre 1930, le Bureau Fédéral adulte intervient pour réorganiser les Jeunesses sous son égide. En effet, le Bureau Fédéral des Jeunesses, considéré comme irrégulier par les organismes fédéraux adultes, disparaît; le Bureau Fédéral adulte est chargé d'élaborer un projet de statuts fédéraux pour réorganiser les Jeunesses dans le cadre des règlements du parti (26). Ces modifications sont adoptées définitivement au Congrès départemental des Jeunesses du 9 novembre 1930 (27)

Dans les années 1931 à 1934, le même reproche revient comme un leitmotiv : les Jeunesses protestent contre le peu d'intérêt manifesté par les adultes à leur mouvement et déplorent l'absence des membres adultes au Comité Fédéral Mixte des Jeunesses.

En 1935, les organismes fédéraux adultes interviennent à nouveau dans l'organisation des Jeunesses : à la suite de graves incidents, la commission exécutive fédérale est amenée à dissoudre les Jeunesses et la Commission fédérale des conflits à prendre des sanctions contre des membres du groupe bolchévick-léniniste. En effet, les Jeunes étaient en révolte

contre la discipline " se lançant dans l'action politique publique, désobéissant aux ordres fédéraux, allant même jusqu'à attaquer le parti, ses hommes et son action ". En janvier 1936, il n'existe plus de Jeunesses dans le Rhône aux yeux des adultes et "ceux qui, publiquement, se sont emparés de ce titre, sont en réalité des imposteurs et des adversaires" . L'oeuvre de reconstitution des Jeunesses est confiée par la commission exécutive fédérale à LEQUERTIER, secrétaire du Comité Fédéral Mixte. (28)

Les années 1937 à 1939 voient la naissance d'une bonne entente entre les Jeunesses et la Fédération adulte. Dans le rapport moral de 1938, les Jeunesses se félicitent des bons rapports entretenus avec le Bureau Fédéral adulte, "constamment empreints de cordialité et de confiante camaraderie ", mais voudraient que les secrétaires de section s'intéressent plus à leur mouvement (29). Cette attitude de confiance réciproque s'exprime dans le geste que fait le Bureau Fédéral adulte de donner au Comité Fédéral Mixte la direction de l'Ecole Socialiste, en février 1938 (30).

13. Les rapports entre la direction de la Fédération et les élus socialistes :

Tout au long de cette période, une des préoccupations fondamentales des organismes fédéraux est de garder le lien avec les élus locaux du parti, mais la réalité est souvent loin de répondre à leurs espérances. Cette volonté s'exprime à la réunion de la commission exécutive du 7 juillet 1929 par

la décision d'appliquer une méthode nouvelle de contact permanent et de collaboration entre les élus et les responsables de la Fédération. Le Bureau Fédéral doit être convoqué à toutes les réunions du groupe des élus au cours desquelles on discutera de questions importantes pouvant engager le parti. Toute décision prise en accord avec la Fédération doit être appliquée intégralement. L'unité de vote des élus dans les assemblées délibérantes doit être assurée (31). Il s'instaure ainsi une collaboration assez étroite entre les élus municipaux de Lyon et les organismes fédéraux qui s'en félicitent.

Mais elle ne dure guère. Dès la fin de l'année 1930, des élus prennent de temps à autre au Conseil municipal des positions différentes de la majorité du groupe. Et pendant toute la période 1931 - 1934, les organismes fédéraux luttent contre l'esprit d'indiscipline des élus et la désorganisation de leur groupe dont les réunions sont peu suivies. Ainsi, à la suite de leur abstention dans le vote à la dernière séance du Conseil municipal, BERTINIER, PECHIER et ODOUX, conseillers municipaux du troisième arrondissement, sont-ils traduits devant la commission fédérale des conflits; GERVAT, conseiller municipal du septième arrondissement, qui a voté contre la décision de la commission exécutive, l'est aussi (32) Ce dernier est exclu du parti, BERTINIER et PECHIER sont suspendus pour un an et ODOUX subit un blâme. Mais à la suite

*En quel
sujet*

de l'unité de vote des conseillers municipaux socialistes de Lyon, lors de l'important scrutin du 29 mars 1931 (qui a trait à la désignation pour Lyon des délégués sénatoriaux), la commission exécutive fédérale décide de retirer sa plainte contre BERTINIER, PECHIER et GERVAT et les sanctions portées contre eux sont remises. Mais dès mai 1931, des sanctions graves sont à nouveau prises contre des élus coupables d'indiscipline. BURILLON, sous prétexte qu'il n'avait pas été désigné comme candidat par la troisième section aux élections complémentaires dans le troisième arrondissement, a donné sa démission (qui lui a été refusée par sa section) et a fait preuve ensuite d'indiscipline dans le vote au cours d'importants scrutins municipaux; pour cette raison, il est exclu du parti. La même sanction est prise contre GERVAT qui, au premier tour de scrutin pour l'élection du maire, a voté contre le candidat du parti, FEVRIER, contrairement à la décision prise à une réunion de la commission exécutive, en plein accord avec le groupe des élus municipaux (33).

Au cours de l'année 1931, le Bureau Fédéral assiste régulièrement aux réunions du groupe des élus municipaux de Lyon et garde le contact avec le groupe des élus cantonaux au moment des sessions du Conseil général. Il constate que quelques conseillers municipaux socialistes font des efforts louables pour ranimer l'activité du groupe; " malheureusement les questions personnelles jouent un peu trop " (34). En 1932, les relations du Bureau Fédéral avec le secrétariat

du groupe des élus au Conseil municipal sont amicales. Cependant il est à déplorer que beaucoup d'élus ne suivent pas assidûment ces réunions, ce qui occasionne des divergences d'action au sein du Conseil municipal La division des élus municipaux à Lyon amène fatalement des difficultés énormes à la propagande Les élus du parti ne doivent pas oublier qu'ils sont élus d'un groupement politique de classe, qui ne doit pas étayer ni faire durer le régime bourgeois, mais au contraire mettre tout en oeuvre pour l'abattre " (35)

Le Congrès fédéral du 12 février 1933, las de " l'attitude de défi de la majorité des élus défaillants de Lyon " , prend à leur encontre des dispositions très sévères. Les élus qui ne sont pas à jour de leurs cotisations fédérales jusqu'au 31 décembre 1932 sont radiés purement et simplement. Les élus coupables d'avoir enfreint la discipline de vote dans les assemblées délibérantes ou de s'être absentés trois fois de suite sans excuse valable des réunions de leur groupe seront renvoyés devant la commission fédérale des conflits, après avis du secrétaire du groupe (36).

Ces dispositions ont tout de même pour conséquences la remise à jour des cotisations par les élus qui ne l'avaient pas encore fait.

Ensuite il n'est plus guère question du rapport entre les organismes fédéraux et les élus, sauf lorsque, de temps en temps, la commission exécutive se plaint de ce que les réunions du groupe des élus municipaux de Lyon soient peu suivies.

1.4. Autre conflit important :

En mai 1935 éclate un conflit important entre la Fédération et des candidats socialistes aux élections. La commission fédérale des conflits sanctionne d'une peine d'exclusion du parti les vingt-deux candidats socialistes de Villeurbanne et les six candidats socialistes de Vaux-en-Velin, qui se sont maintenus sur une liste contre la décision fédérale. L'affaire ne se résoud qu'en novembre 1935 lorsque la commission exécutive fédérale se résoud à accepter la décision de la Commission Nationale des Conflits qui ramène la sanction à un blâme sévère (37).

- (1) Ligou Histoire du socialisme en France (I87I-I96I) p.373
 (2) 1' Avenir Socialiste du 9 novembre 1929
 (3) 1' Avenir Socialiste du 7 décembre 1929.
 (4) 1' Avenir Socialiste du 5 avril 1930
 (5) 1' Avenir Socialiste du 14 juin 1930
 (6) 1' Avenir Socialiste du 29 novembre 1930.
 (7) 1' Avenir Socialiste du 28 juin 1930.
 (8) 1' Avenir Socialiste du 28 février 1931.
 (9) 1' Avenir Socialiste du 20 février 1932.
 (10) 1' Avenir Socialiste du 18 février 1933.
 (11) 1' Avenir Socialiste du 7 septembre 1935.
 (12) 1' Avenir Socialiste du 14 septembre 1935.
 (13) 1' Avenir Socialiste du 16 novembre 1935.
 (14) Entretien avec Mr GENDRE
 (15) Lefranc: Le mouvement socialiste sous la IIIe République
 page 267
 (16) 1' Avenir Socialiste du 28 mai 1932
 (17) Lefranc: le mouvement socialiste sous la IIIe République
 page 293
 (18) 1' Avenir Socialiste du 8 juillet 1933
 (19) 1' Avenir Socialiste du 10 juillet 1937
 (20) 1' Avenir Socialiste du 24 décembre 1938.
 (21) 1' Action socialiste de décembre 1933
 (22) 1' Avenir Socialiste du 2 décembre 1933
 (23) 1' Avenir socialiste du 25 novembre 1933
 (24) 1' Avenir Socialiste du 25 février 1939
 (25) 1' Avenir Socialiste du 25 mai 1929
 (26) 1' Avenir Socialiste du 6 septembre 1930
 (27) 1' Avenir Socialiste numéro spécial de janvier 1931
 (28) 1' Avenir Socialiste de janvier 1936
 (29) 1' Avenir Socialiste de janvier 1939
 (30) 1' Avenir socialiste du 12 février 1938
 (31) 1' Avenir Socialiste du 13 juillet 1929
 (32) 1' Avenir Socialiste du 6 décembre 1930
 (33) 1' Avenir Socialiste du 16 mai 1931.
 (34) 1' Avenir Socialiste de janvier 1932
 (35) 1' Avenir Socialiste spécial de 1933
 (36) 1' Avenir Socialiste du 18 février 1933
 (37) 1' Avenir Socialiste du 23 novembre 1935

§2. LES ACTIVITES DE LA FEDERATION

Il est fait écho des diverses activités au cours des réunions de la commission exécutive fédérale plusieurs fois par mois et aux Congrès fédéraux, une fois par an. Mais c'est au niveau de chaque section qu'on saisit le mieux la vie de la Fédération. A titre d'exemple, nous observerons la troisième section pendant un an, de novembre 1933 à décembre 1934.

Elle se réunit à peu près une fois par mois en assemblée générale et la même périodicité se retrouve pour les réunions de la commission exécutive, organisme directeur de la section. Celles-ci ont lieu au siège de la section, rue François Garcin; les assemblées générales se tiennent à la salle de la Bibliothèque, 18, rue François Garcin.

Un exemple du déroulement de ces réunions nous est fourni par le compte-rendu de l'assemblée générale de la troisième section le 25 novembre 1933 (I). " Après avoir adopté le règlement intérieur et entendu un vibrant appel de la camarade Lucie GENDRE pour le groupe des Femmes Socialistes, un échange de vues a eu lieu sur la situation politique. Cette courtoise et amicale discussion a montré la volonté unanime de la section d'intensifier sa propagande en faveur du Parti; notamment contre l'action du mouvement néosocialiste.

Ce souci de propagande amène, à la réunion de la commis-

sion exécutive du 30 novembre 1933, la constitution d'une commission composée de six membres et chargée de présenter un plan de propagande. A cette réunion se manifeste une deuxième préoccupation, celle de l'éducation du militant; il est décidé qu'à chaque assemblée générale, un membre de la section sera chargé de présenter un rapport sur une question de doctrine ou de propagande du parti.

Un aspect traditionnel et amical de la vie de la section nous est révélé par la manifestation de la troisième section, le premier novembre, au cimetière de la Guillotière; dans le même esprit, elle rend hommage, le 5 novembre, à ses membres sapeurs-pompiers décédés (2).

L'année 1934 est marquée par l'organisation de diverses réunions publiques et contradictoires qui ont lieu, la plupart du temps, dans un café, le samedi soir. De plus, la section tient cette année-là, une permanence tous les dimanches matin, de 10 heures à 12 heures. On se préoccupe beaucoup de la préparation des élections cantonales d'octobre. Pour participer à la désignation des candidats qui a lieu à l'assemblée générale du mois de juin, il faut être à jour de ses cotisations, avoir sa carte de 1934 munie des timbres de janvier, février et mars, exception faite pour les camarades chômeurs. Au moment de la campagne électorale, les militants sont priés de lire attentivement la presse aux rubriques électorales et d'assister le plus possible à toutes les réunions. Ces élections posent à la section un problème financier; un camarade est nommé trésorier-adjoint pour leur

durée et ceux qui peuvent collaborer pécuniairement aux élections sont priés de s'adresser à lui (3). La section décide finalement de créer un timbre électoral de cinq francs pour couvrir les frais.

La vie de la section d'Albigny-sur-Saône en 1929 nous fournit un exemple des activités d'une section rurale. Pendant l'année, celle-ci se réunit seize fois en assemblée générale, mais sa commission exécutive ne se tient qu'à neuf reprises. La commission électorale de la section organise six réunions de propagande, lors des élections municipales; cette activité est couronnée par un beau succès car le parti a neuf élus sur douze, au terme du second tour. On organise un vin d'honneur pour fêter ce résultat.

Pour entretenir un climat d'amitié et diffuser les idées socialistes chez les militants, on donne une soirée récréative, le vingt-six octobre 1929; entre deux parties consacrées au chant, le député socialiste lyonnais FEVRIER, fait un discours sur l'action socialiste au Parlement et sur les assurances sociales. La soirée familiale du 15 décembre 1929 est l'occasion d'une prise de parole sur le problème de la participation socialiste à un gouvernement bourgeois. La section se préoccupe aussi de la propagande à l'extérieur: les deux secrétaires de la section se rendent, avec quelques militants, dans les communes voisines de Curis et de Saint-Germain-au-Mont-d'Or, où ils espèrent bientôt créer de nouvelles sections (4).

L'oeuvre de propagande, aperçue au niveau de la section, représente une activité très importante sur le plan fédéral. C'est dans ce but qu'est créé l'Avenir Socialiste en mars 1929, à l'occasion des élections municipales. Après leur déroulement, la Fédération s'occupe d'organiser la propagande au niveau du département et le secrétaire de propagande envoie à cette fin, une circulaire aux secrétaires de section le 3 juin 1929. Plus de la moitié des sections n'y répondent pas par écrit, cependant beaucoup font des réunions de propagande. En revanche, un grand nombre d'élus ne répond pas à l'appel de la Fédération pour être propagandistes (5).

Cependant l'année 1929 est féconde en réunions de propagande : quatre-vingt deux entre le 3 février 1929 et le 2 février 1930. On répond dans ce domaine aux demandes faites par les sections, mais un effort particulier est porté sur la première circonscription de Villefranche. Ainsi en décembre 1929, une réunion est-elle organisée à Juliéna~~s~~, dans le Beaujolais. Les orateurs socialistes y insistent sur l'esprit démocratique et la camaraderie qui règnent au sein du parti. Ils font le réquisitoire de la politique du Bloc National et montrent l'impossibilité pour la S.F.I.O. de participer au ministère radical de DALADIER. A l'issue de cette réunion, une section socialiste est fondée à Juliéna~~s~~ (6). L'effort accompli en 1929 porte ses fruits puisque six nouvelles sections sont créées.

L'année 1930 voit aussi la formation de six sections nouvelles. En revanche, seulement trois nouvelles sections sont créées en 1931, bien que l'on fasse un effort particulier dans la dixième circonscription (7) et dans la onzième (8). La Fédération veut poursuivre une organisation méthodique de la propagande et, dans ce but, fait appel à tous les propagandistes pour qu'ils répondent régulièrement aux demandes de la Fédération. Attirant l'attention des sections sur la manière d'organiser les réunions, elles insistent sur la nécessité de les préparer longtemps à l'avance, avec beaucoup de publicité pour réunir l'auditoire le plus nombreux possible (9).

Dans les années suivantes, le bilan de la propagande devient encore moins favorable. Le fait est nettement souligné pour 1933 par la Fédération elle-même: " Nous n'avons pu cette année, faire l'effort de propagande que nous nous étions proposé dans le département. Cela a pour principale cause les incidents créés par les néosocialistes à l'intérieur du parti, provoquant une hésitation dans les sections pour l'organisation de réunions et nécessitant une multiplicité de congrès fédéraux ou de commissions exécutives élargies. Trop de temps a été perdu pour réunir des assemblées qui ont discuté presque exclusivement de la politique parlementaire " (10)

En revanche en 1934 et 1935, le travail de propagande fourni est beaucoup plus important. Près de cent soixante réunions publiques ou manifestations du parti sont organisées

en 1934, ce qui est un record. Mais les propagandistes ne sont pas très nombreux et la propagande repose presque exclusivement sur une dizaine de membres de la Fédération, surtout sur ceux du Bureau Fédéral.

Cependant l'activité de propagande ne se limite pas exclusivement aux réunions organisées par la Fédération. Ainsi le Congrès fédéral du 12 octobre 1930 charge-t-il Antoine BONNET, un des secrétaires adjoints, d'élaborer le texte définitif d'un rapport sur la vie chère. Il réunit un congrès de militants ruraux du Beaujolais pour compléter son information sur le problème. C'est le résultat de son travail de centralisation qu'il expose à la réunion de la commission exécutive du 1er février 1931. Il y dénonce la fausse accusation portée contre les producteurs d'être les agents déterminants de la vie chère. Celle-ci est d'abord causée par la grande consommation et le gaspillage; mais les responsables principaux sont ceux qui ont profité de la guerre pour s'enrichir aux dépens des autres. Il propose toute une série de mesures destinées à combattre la spéculation et montre que l'éclosion des coopératives doit favoriser la lutte contre la vie chère. Il conclut cependant : " les réalisations auxquelles le prolétariat aspire seront obtenues par l'application des articles essentiels de la doctrine et de la charte du parti socialiste "(II). Un autre instrument de propagande est constitué par les articles d'André BERTHET, un des rédacteurs habituels de l'Avenir Socialiste, consacrés aux problèmes de la paix et du désarmement. En 1931, ils sont réunis en une brochure qui

est préfacée par André PHILIP. La Fédération invite les militants à la faire lire autour d'eux et demande aux sections d'encourager cette diffusion (I2).

Le souci d'informer le militant lui-même est également très net. Ainsi André PHILIP présente-t-il " le Manifeste du Parti " dans un rapport à une assemblée générale de la troisième section en décembre 1933. Auparavant chaque militant est prié de l'étudier afin de pouvoir présenter à cette réunion ses observations.^(I3) Surtout on œuvre, à destination des militants, le 17 octobre 1932, l'Ecole du Propagandiste, école de documentation et d'entraînement à la parole. A la séance inaugurale, GENDRE fait un exposé sur l'organisation démocratique du parti. Les séances ont lieu ensuite le premier et le troisième lundis de chaque mois, d'abord à l'Unitaire, puis au siège des Jeunesses Socialistes. Dans une première série de conférences, on traite de la Constitution Française, des assemblées législatives, des assemblées du Conseil Général, du Conseil d'arrondissement et du Conseil municipal. La deuxième série est consacrée à l'étude des partis en France, qu'on divise nettement entre partis bourgeois et partis ouvriers. La troisième porte sur le socialisme : la doctrine du parti, les rapports du socialisme et du communisme, les rapports du socialisme et du syndicalisme^(I4) L'Ecole du Propagandiste reprend son activité en novembre 1933, mais d'une manière un peu différente. Tandis que l'année précédente, les militants adultes donnaient de véritables

leçons d'initiation, cette année on se préoccupe surtout de former les jeunes auditeurs de l'Ecole à l'art de la parole. " Prenant pour base les brochures du parti qui traitent les points fondamentaux de notre doctrine, les élèves font à tour de rôle l'exposé d'une question. Celui-ci est complété ou critiqué, suivant le cas, par un militant adulte et suivi d'une discussion générale sur le sujet développé. " (15)

Après une causerie préliminaire de GOUX sur BABEUF, la séance suivante est consacrée à l'étude du Manifeste Communiste et du matérialisme historique. Les membres des Jeunesses fréquentent cette école avec assiduité.

Dans les années 1936 - 1937, des efforts nouveaux sont faits dans le domaine de la propagande à une époque où le Front populaire rend déjà la situation favorable. Au Congrès fédéral extraordinaire du 4 octobre 1936, on adopte le principe d'un secrétariat permanent dans le but de la réorganiser et de l'intensifier. Son travail "bénévole et fécond depuis le 1er novembre a déjà porté ses fruits, grâce à la situation politique générale très favorable à notre parti, grâce au travail fait par nos camarades au Gouvernement et au Parlement, grâce à l'effort supplémentaire que se sont imposé les propagandistes du Rhône ". Le résultat est appréciable : " notre effectif en deux mois a grossi considérablement De nombreuses sections se sont créées ou sont en voie de création (une douzaine environ) (16).

C'est également en 1936 qu'on crée un autre moyen de propagande : les Amicales Socialistes d'Entreprise, comme l'Amicale Socialiste de l'Hôpital Edouard Herriot. Leur but est de faire pénétrer la propagande socialiste sur le lieu du travail, de resserrer les liens unissant les camarades de même conception politique, les sympathisants socialistes qui deviendront plus tard des adhérents du parti. (I7)

Les réunions organisées par les Amicales sont régulièrement suivies et leur effectif est important : mille six cent quarante-six membres en 1938.

En mars 1937 est mise sur pied l'Ecole Socialiste dont le but est de donner à tous les militants de la Fédération - et pas seulement à ceux qui s'occupent de propagande - une documentation théorique et pratique sur le socialisme. Il est décidé que l'Ecole fonctionnera un jour par semaine et chaque leçon sera faite par un camarade de la Fédération. Les résumés de ces cours seront polycopiés et distribués aux auditeurs. Ils seront gratuits et ouverts à la fois aux militants, aux membres des Jeunesses et aux adhérents des Amicales Socialistes. (I8) Ils auront trait à l'histoire du mouvement socialiste, à la doctrine du parti, aux rapports entre le radicalisme et le socialisme, entre le syndicalisme et le socialisme. Un grand intérêt est porté à l'Ecole Socialiste comme le manifeste la décision de la commission exécutive de la troisième section de se réunir le mercredi, au lieu du jeudi, pour permettre à tous les membres de la section d'y assister (I9).

- (1) L'Action Socialiste de novembre 1933
- (2) L'Avenir Socialiste du II novembre 1933.
- (3) L'Action Socialiste de septembre 1934
- (4) L'Avenir Socialiste du II janvier 1930.
- (5) L'Avenir Socialiste du 8 février 1930 n° spécial
- (6) L'Avenir Socialiste du 14 décembre 1929.
- (7) correspondant aux cantons de Neuville, Limonest, l'Arbresle, Saint-Laurent de Chamousset et Saint-Symphorien-sur-Coise
- (8) correspondant aux cantons de Vaugneray, Mornant, Saint-Genis-Laval, Givors et Condrieu.
- (9) L'Avenir Socialiste de janvier 1932
- (10) L'Avenir Socialiste spécial de 1934
- (11) L'Avenir Socialiste du 21 février 1931.
- (12) L'Avenir Socialiste du 5 décembre 1931.
- (13) L'Action Socialiste de novembre 1933.
- (14) L'Avenir Socialiste spécial de 1933.
- (15) L'Avenir Socialiste spécial de 1934.
- (16) L'Avenir Socialiste du 13 janvier 1937.
- (17) L'Avenir Socialiste numéro spécial de janvier 1939.
- (18) L'Avenir Socialiste du 20 mars 1937.
- (19) L'Action Socialiste de mai 1937.

quent ainsi : pour administrer une ville comme Lyon, une majorité certaine est indispensable; Or, sans le soutien des représentants du parti radical, ils ne l'ont pas (2). HERRIOT est élu par les seules voix radicales et les socialistes ironisent sur la position de ce maire qui n'a eu pour lui qu'une minorité de vingt-trois voix sur cinquante-sept. Ils dénoncent l'élection à la majorité des cinq adjoints, grâce à l'appoint des sept voix modérées, où ils voient l'instauration par le parti radical à Lyon d'une politique d'alliance avec la Droite (3).

Dans les années suivantes, les rapports des socialistes et des radicaux au Conseil municipal sont des plus mauvais. Les socialistes sont accusés d'y faire un complot permanent(4) A la réunion de la commission générale du 10 mars 1930, les socialistes membres des commissions dites techniques démissionnent; ils se plaignent de ce que, dans ces commissions, ils n'ont qu'une influence faible, contrairement aux représentants de l'administration qui ont voix prépondérante (5). A la séance du Conseil municipal du 6 octobre 1930, le groupe des élus socialistes explique pourquoi trois secrétaires S.F.I.O. du Conseil viennent de démissionner : ils n'admettent pas qu'on ait désigné l'employé chargé d'établir le procès-verbal des séances sans les avoir consultés (6). A partir de décembre 1930, commence une vive polémique entre l'élu socialiste SAHUC et HERRIOT, dont font mention les

colonnes de l'Avenir Socialiste. Là est formulé un des principaux griefs des socialistes contre HERRIOT, ce qu'ils appellent son opportunisme : il " approuve le Cartel des Gauches à Paris et le Cartel de Droite à la maison de Lyon ou à Beaujeu " (7).

" La crise larvée qui, depuis les élections de 1928, existait au Conseil municipal de Lyon, prend une allure aiguë à la fin du mois de mars 1931, à propos d'une élection partielle au Sénat le 3 mai. La municipalité de Lyon doit désigner ses délégués; jusqu'ici radicaux et socialistes avaient toujours accepté la règle de la proportionnelle " (8). Cette fois les conseillers municipaux socialistes mettent la main sur la totalité des mandats des délégués sénatoriaux pour souligner qu'ils restent la majorité au sein du Conseil municipal de Lyon. Cela entraîne la démission d'HERRIOT et de ses cinq adjoints.

Quittant son poste de conseiller municipal du premier arrondissement, HERRIOT se présente à une élection partielle dans le troisième arrondissement, consécutive à la mort d'un conseiller municipal socialiste. Une violente polémique marque cette élection qui va servir de test. Répondant à la qualification que leur a donné HERRIOT de "révolutionnaires en peau de lapin", les socialistes le traitent de "superdémocrate à la peau de doudou " et " de grand homme en peau de chagrin " et, persuadés de leur victoire, annoncent sa chute (9).

L'écrasant succès d'HERRIOT apparaît aux yeux des socialistes comme un scrutin "ahurissant". Cherchant à expliquer ce qu'ils appellent "le plébiscite du 19 avril", ils notent " Ce qui a joué surtout contre le candidat socialiste, c'est la puissante personnalité de l'adversaire. La mystique HERRIOT n'est jamais apparue si vivace. Elle n'imprègne pas seulement l'homme de la rue, le public insoucieux de la vie publique, mais nos militants eux-mêmes !.... Ils attribuent aussi cette victoire d'HERRIOT à des manoeuvres plus ou moins louches : " Toute l'administration marchait comme un seul homme, multipliant sur les groupes, comme sur les électeurs isolés, les pressions discrètes " (10). Au terme de ce conflit, HERRIOT est réélu maire d'un Conseil municipal qui comprend maintenant vingt-quatre radicaux, vingt-cinq socialistes, un socialiste dissident et sept modérés.

Les événements du 6 février 1934, qui amènent sur le plan national le rapprochement de la S.F.I.O. et du parti communiste S.F.I.C. (Section Française de l'Internationale Communiste) et la conclusion du pacte d'unité d'action en juillet, vont-ils changer les rapports de la Fédération S.F.I.O. avec les partis voisins ?

3.2. Les relations de la Fédération S.F.I.O. avec les deux autres partis de gauche dans la période 1934 - 1939 :

Dès mars 1934, des contacts s'établissent entre les membres des partis socialiste et communiste dans le Rhône.

L'exemple de la troisième section nous le montre : " Il est temps que de part et d'autre, l'on fasse trêve des discussions oiseuses, que l'on renonce aux pièges d'Amsterdam. A toute cette dialectique qui tend à rejeter la faute de la division ouvrière sur l'un ou l'autre des deux partis Notre section tente de réaliser l'accord plus que jamais nécessaire, la commission exécutive vous convie à entendre le compte-rendu de notre entrevue avec les membres de la cellule communiste du troisième arrondissement et à apporter toutes vos suggestions sur l'action à mener, pour aboutir à une entente " (II). Différentes réunions en commun se font et le meeting antifasciste du 13 mai consacre l'établissement de liens entre les deux partis (I2). En août 1934, la troisième section salue avec joie l'unité enfin réalisée ..

" Des meetings comme ceux de l'Unitaire avec BLUM et HEROLDY, avec MARTY et GENDRE, ont renoué les liens entre tous les marxistes. Mais que dire de l'imposante manifestation du 4 août. Dans la même haine de la guerre, fraternellement unis, socialistes, communistes, syndicalistes prirent la tête du cortège. Derrière nos drapeaux, vibrante aux accents de l'Internationale, la foule ouvrière s'est massée et c'est un imposant défilé de tout Lyon travailleur qui aboutit place Morand "

Elle adresse en passant une remarque un peu méprisante aux radicaux : " Pauvres radicaux qui n'avez rien compris,

Le peuple veut vivre, il veut vivre pleinement, dans la liberté de son travail. Et peut-être, avant peu, dans son unité complètement réalisée, c'est lui qui dictera sa Loi " (I3).

Les socialistes désirent aller plus loin encore dans le rapprochement avec les communistes. Ils veulent notamment, pour les élections municipales de 1935, l'établissement d'une liste commune au premier tour avec les communistes, **partout** où cela sera possible. Aussi le congrès fédéral du 17 février 1935 enregistre-t-il avec regret le refus du parti communiste de constituer des listes communes aux deux tours de scrutin. Au deuxième, les socialistes se désistent en faveur des communistes à Vaulx-en-Velin, Vénissieux et Villeurbanne, et se maintiennent partout ailleurs (I4). La Fédération S.F.I.O. regrette aussi l'attitude prise par le parti communiste lors des élections sénatoriales d'octobre 1935 : celui-ci se désiste, entre les deux premiers tours, pour le parti radical, malgré l'entente faite entre les deux " partis ouvriers " au moment de joindre la délégation du parti radical (I5).

A l'occasion de l'attentat contre Léon BLUM, le 13 février 1936, la Région Lyonnaise du parti communiste témoigne de sa solidarité avec la Fédération socialiste du Rhône. L'unité d'action se renforce avec la manifestation commune du 21 février 1936. Plus important encore est l'accord conclu en vue des élections législatives de 1936. Sur le plan national, pour la première fois, les deux partis pratiquent le

désistement réciproque. Dans le Rhône, la tactique électorale est décidée d'un commun accord : au premier tour, chaque parti présentera en principe des candidats partout dans le Rhône; au deuxième tour, ils se désisteront mutuellement là où il n'y aura pas de péril réactionnaire ; dans le cas contraire, le comité de coordination examinera les désistements en faveur des candidats du Front populaire qui auront le plus de chance de battre la réaction (I6).

Les deux partis continuent des actions communes pendant la période de Front populaire, grâce au Comité régional de coordination. Par exemple, à la réunion de ce comité le 6 juillet 1937, il est décidé que les deux partis appuieront la manifestation organisée par l'Union Départementale de la Confédération Générale des Travailleurs, le 31 juillet, en commémoration de la mort de Jean JAURES et contre la guerre; on y prend aussi la décision de publier un manifeste contre la gestion de l'Organisation des Transports Lyonnais, et de protester auprès des autorités compétentes au sujet de la venue à Lyon de DORIOT pour un Congrès. " Cette réunion confirme les rapports excellents qui s'accroissent entre nos deux grands partis et le désir de voir se réaliser rapidement l'unité organique " (I7). La Fédération Socialiste du Rhône reçoit même de ses " amis communistes " , sous une forme officielle, des propositions d'unité immédiate sur le plan régional; mais, dans sa réponse, elle rappelle que, d'après

le Congrès S.F.I.O. de Marseille de juillet 1937, la recherche de l'unité est laissée aux seuls organismes centraux (18)

Les rapports entre la Fédération socialiste et le parti radical sont loin d'être aussi cordiaux. Il est surprenant qu'en mars 1936, où les radicaux et les socialistes sont rassemblés dans le Front populaire, on trouve, dans les écrits socialistes le terme d' "adversaires " pour qualifier les radicaux (19). Et la campagne électorale socialiste dans le troisième arrondissement, qui met nettement en cause l'action des deux députés radicaux ROLLAND et JULIEN, se propose, à leur sujet, de " démontrer l'ignoble hypocrisie de ceux qui prétendent défendre le peuple tout en l'étouffant " (20).

- (1) Entretien avec Mr HORNUNG
- (2) l'Avenir Socialiste du 1er juin 1929
- (3) l'Avenir Socialiste du 25 mai 1929
- (4) rapporté dans l'Avenir Socialiste du 4 janvier 1930.
- (5) l'Avenir Socialiste du 15 mars 1930
- (6) l'Avenir Socialiste du 4 octobre 1930.
- (7) l'Avenir Socialiste du 14 février 1931.
- (8) M. SOULIE La Vie politique d'Edouard HERRIOT page 333.
- (9) l'Avenir Socialiste du 4 avril 1931.
- (10) l'Avenir Socialiste du 25 avril 1931.
- (11) l'Action Socialiste de mars 1934
- (12) l'Action Socialiste de mai 1934.
- (13) l'Action Socialiste d'août 1934.
- (14) l'Avenir Socialiste du 2 mars 1935.
- (15) l'Avenir Socialiste du 16 novembre 1935.
- (16) l'Avenir Socialiste de mars 1936.
- (17) l'Avenir Socialiste du 10 juillet 1937.
- (18) l'Avenir Socialiste du 21 août 1937.
- (19) l'Action Socialiste de mars 1936.
- (20) l'Action Socialiste de mai 1936.

font partie d'un deuxième groupe dont le siège est Saint-Etienne (3).

L'effectif des Jeunesses Socialistes est mieux connu. Composées de huit adhérents en mai 1928, elles en comptent cent-dix à la date du vingt-sept octobre 1929, où se réunit le premier Congrès fédéral des Jeunesses Socialistes du Rhône. Mais, dans les années suivantes, elles ne prospèrent plus: l'effectif en mai 1933 atteint seulement cent adhérents répartis en six groupes, ceux de Lyon, Villefranche, Saint-Fons, Vénissieux, Vaulx-en-Velin et Couzon-au-Mont-d'Or. A la même date, les fédérations voisines de J.S. de la Loire et de l'Isère en comptent plus : cent cinquante pour la première et cent quatorze pour l'autre. En revanche, la Fédération de la Haute-Savoie n'en a que soixante-six, et celle de Savoie, vingt et un (4). Il faut remarquer que la crise économique n'a pas de répercussions sur l'effectif des J.S. qui reste sensiblement le même. La scission néosocialiste de 1933 n'a pas grande influence non plus : on enregistre un seul départ parmi les adhérents des J.S. (5).

En revanche, l'avènement du Front populaire entraîne dès l'année 1936 une montée des effectifs qui atteignent en janvier 1937 cent cinquante à deux cents adhérents (6). Et la poussée de l'année 1937 est absolument spectaculaire : dépassant déjà les trois cents membres en avril, les Jeunes sont au nombre de cinq à six cents en septembre. Ils se répartissent ainsi : de quarante à soixante-dix dans les grou-

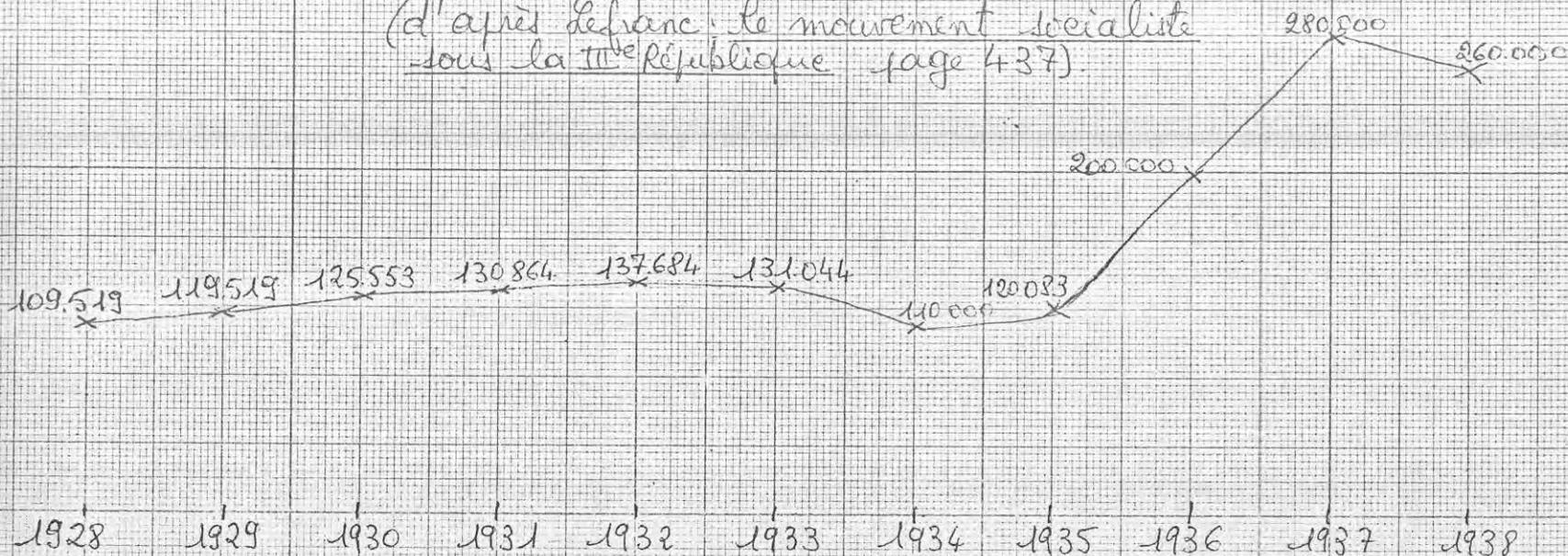
pes du cinquième et du septième arrondissements, de Saint-Fons et de Givors, de dix à vingt ailleurs (7). En 1938, sans connaître l'extraordinaire bond de l'année précédente, les J.S. progressent encore : cinq nouveaux groupes sont créés, ce qui en fait en tout vingt. Leur effectif ne semble pas influencé par la scission du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan qui, sur le plan national, les a fait passer de cinquante quatre mille six cent quarante et un adhérents en 1937 à quarante trois mille deux cent quatre-vingt deux seulement en 1938 (8).

En 1928 l'effectif des adhérents adultes à la Fédération du Rhône est de deux mille sept cent soixante deux. Sur le plan national, la S.F.I.O. en compte alors cent neuf mille cinq cent dix neuf. La Fédération du Rhône est déjà d'une certaine importance si l'on considère, comme ZIEBURA, qu'on peut qualifier ainsi une Fédération ayant plus de mille adhérents (9). Son effectif augmente encore en 1929 pour atteindre le chiffre de deux mille huit cent trente trois (10). En revanche, dans les années suivantes, il baisse très sensiblement, atteignant en 1935 le chiffre minimum de mille sept cent soixante-cinq ; la diminution est forte surtout à partir de 1932. L'année 1936 marque déjà une sensible remontée, mais le grand bond se situe en 1937 où l'on atteint le chiffre record de deux mille neuf cent vingt-trois. En 1938 se produit une légère chute jusqu'à deux mille huit cent quinze.

Graph. 1. Evolution du nombre des adhérents du parti socialiste SFIO.

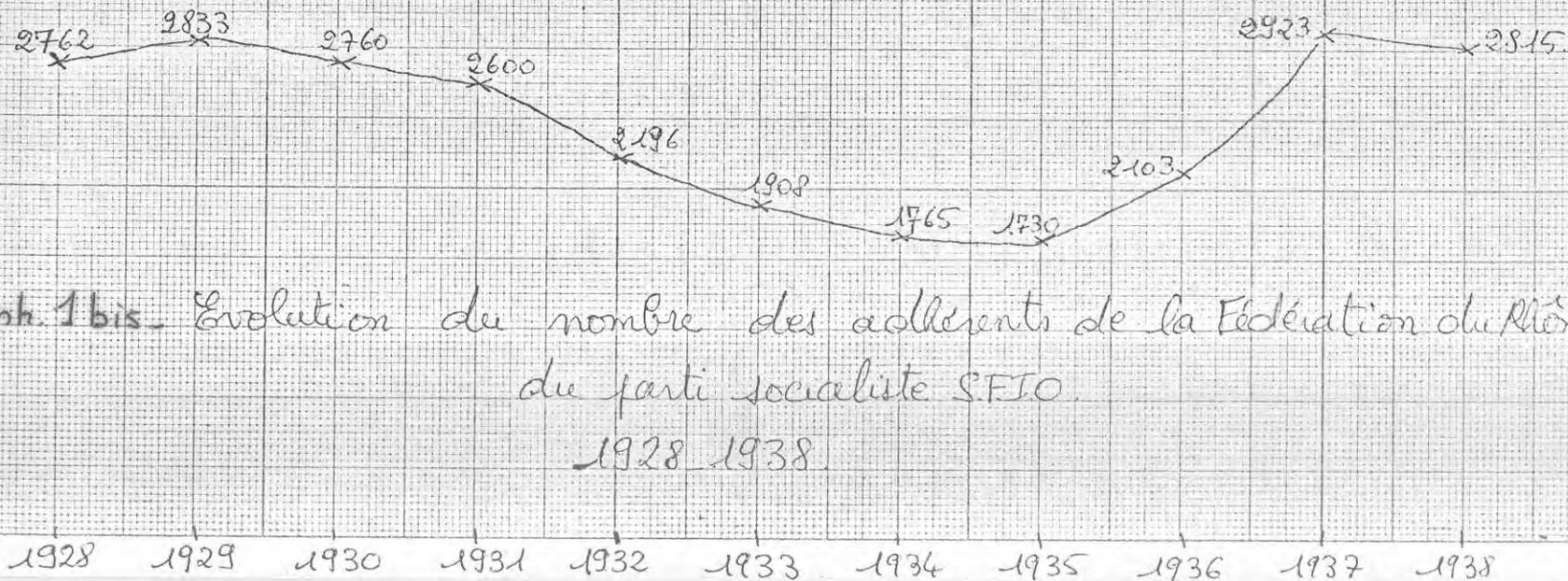
1928-1938

(d'après Lefranc, le mouvement socialiste
sous la III^e République page 437).



Graph. 1bis. Evolution du nombre des adhérents de la Fédération du Rhône
du parti socialiste SFIO.

1928-1938



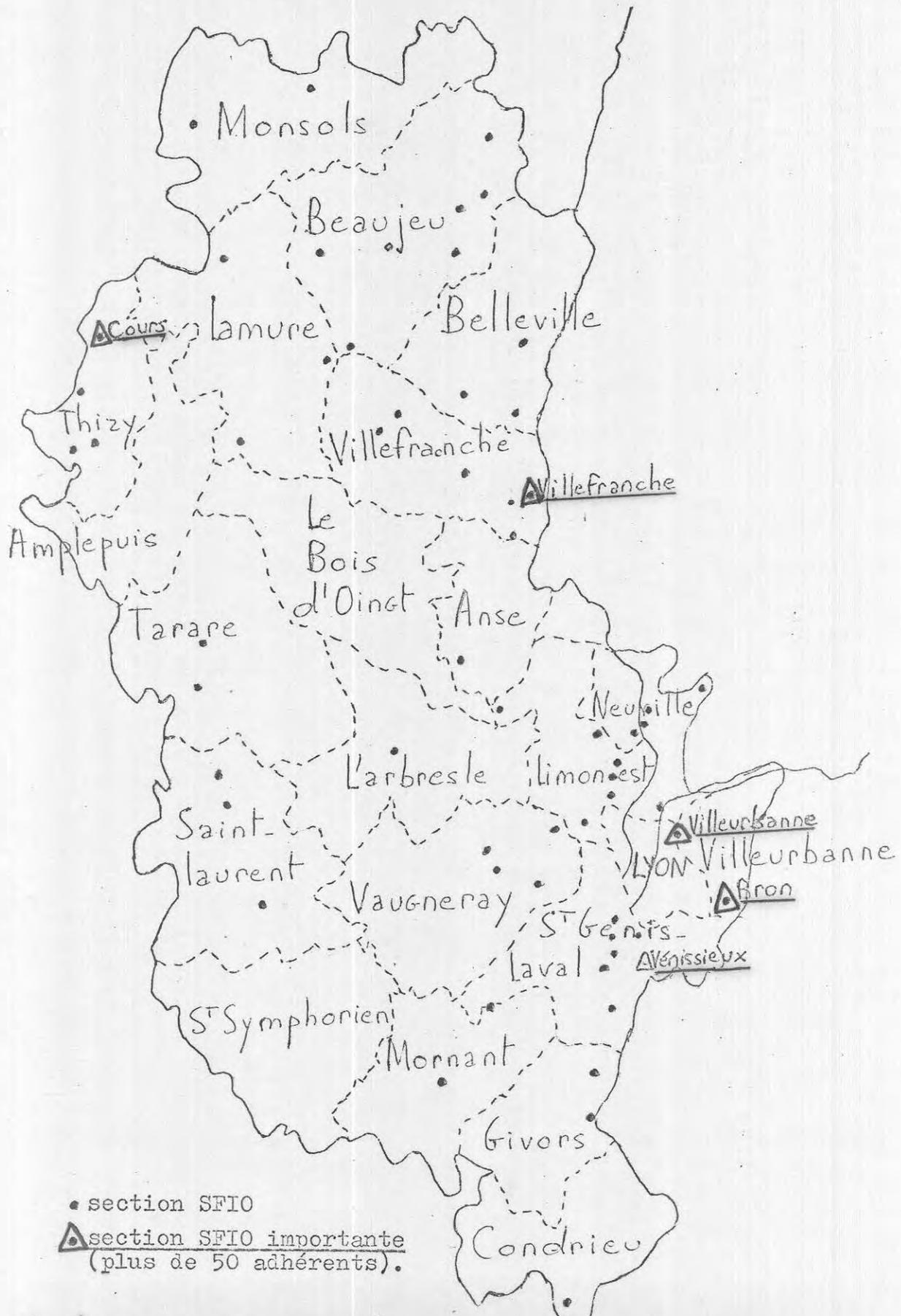
Si l'on compare avec l'effectif de la S.F.I.O. sur le plan national, on constate que les deux évolutions sont sensiblement différentes au début de la période. A ce moment, la baisse des effectifs est beaucoup plus limitée sur le plan national, où elle ne concerne que les années 1933 et 1934; et même au point le plus bas, les effectifs ne tombent pas au-dessous du niveau de 1928, comme c'est le cas pour la Fédération du Rhône.

La baisse des effectifs de la Fédération du Rhône depuis 1930 doit donc s'expliquer en partie par des facteurs locaux. La Fédération, consciente du phénomène, en donne ainsi les causes, au début de l'année 1932 : la diminution des effectifs " est due en grande partie dans le département à la crise économique qui sévit et empêche beaucoup de militants chômeurs de reprendre leurs cartes ". Cette explication peut difficilement s'admettre puisque cette crise sévit dans tout le pays et que la S.F.I.O., au plan national, n'enregistre pas de baisse, bien au contraire, jusqu'en 1932 compris. Mais la Fédération fournit aussi une autre explication qui paraît bien plus satisfaisante : " A Lyon, il est évident que les événements politiques de cette année doivent s'ajouter aux effets de la crise économique " (II). Il s'agit de l'éclatement du conflit avec les radicaux qui s'est soldé par l'écrasant succès d'HERRIOT dans le troisième arrondissement, fief socialiste, et sa réélection

comme maire dans un Conseil Municipal où les radicaux ont une position fortifiée. Dans les années suivantes, viennent se superposer les conséquences de la scission néosocialiste.

En revanche, à partir de 1936, l'évolution des effectifs dans le Rhône et sur le plan national est parallèle : grande montée en 1936 et en 1937, et léger recul en 1938. La répercussion importante du Front populaire explique le raz-de-marée des années 1936-1937, tandis que la baisse de l'année 1938 est due à la scission du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan, de juin 1938, qui entraîne hors du parti les dirigeants de la "Gauche Révolutionnaire" autour de PIVERT et de ses amis.

Cet effectif qui évolue assez sensiblement dans la période se répartit-il géographiquement toujours de la même façon entre 1929 et 1939 ? Au début de l'année 1929, les 12 sections les plus importantes, celles qui comportent plus de cinquante adhérents, totalisent, à elles douze, mille cinq cent soixante quatorze adhérents sur deux mille huit cent trente-trois. Ce sont pour la plupart des sections situées en milieu urbain ou suburbain, proches de Lyon : c'est le cas des sept sections de Lyon, de celles de Bron, de Vénissieux et de Villeurbanne. Deux font exception : Cours, située au nord-ouest du département, et Villefranche, la capitale du Beaujolais (12). Il faut remarquer que Bron, Vénissieux et Villeurbanne ont toutes trois des municipalités socialistes à cette date; Villefranche a même un député-



• section SFIO
 ▲ section SFIO importante
 (plus de 50 adhérents).

Carte 1: LOCALISATION DES SECTIONS
 de la FEDERATION SFIO DU RHONE DEBUT 1929

mairie dans la personne de l'avocat Armand CHOUFFET. L'importance de la section de Cours, dont il n'est jamais question autrement, étonne beaucoup. Il s'agit peut-être d'un de ces cas, fréquents à l'époque, de sections rurales ayant pour secrétaire un instituteur et dont l'importance disparaît assez souvent avec la mutation de l'instituteur (I3). Dès 1931 d'ailleurs, Cours n'est plus une section importante.

Cours mise à part, ces sections restent aussi importantes pendant toute la période, sauf la quatrième qui subit une éclipse pendant les années de crise, 1932 à 1934 incluses. Et de nouvelles sections importantes apparaissent au cours de la période. Ainsi les sections de Saint-Fons et d'Oullins dépassent-elles cinquante adhérents dès 1929. C'est le cas à partir de 1936 de celle de Caluire, à la suite de sa réorganisation et du succès de la grande fête socialiste; on forme même une sous-section à Saint-Clair (I4). Et pourtant elle était auparavant " dans un état lamentable " après la mort de trois de ses membres les plus influents; elle avait même eu du mal à constituer une liste de huit membres pour les élections municipales de 1935. En 1937, deux nouvelles sections importantes apparaissent : celle de la Mulatière, tout près de Lyon, et celle de Givors.

La localisation géographique de l'ensemble des sections se modifie entre 1929 et 1939. A la première date, le réseau de sections socialistes est dense dans la région nord du



• section SFIO
 ▲ section SFIO importante
 (plus de 50 adhérents).

Carte 2: LOCALISATION DES SECTIONS
de la FEDERATION SFIO du RHONE début 1939

département et surtout dans l'est, dans les cantons limitrophes de la ville de Lyon. Dans le nord, seuls les cantons de Villefranche, de Belleville à l'est des cantons de Beaujeu et de Lamure conservent de nombreuses sections S.F.I.O. en 1939 (15). En revanche, à cette date, la zone de forte densité de l'est s'est agrandie aux cantons de l'Arbresle et de Vaugneray et surtout une couronne de sections importantes se dégage autour de Lyon, correspondant à la " socialisation " d'une grande partie de la banlieue industrielle lyonnaise. En 1939, si l'on met à part le cas de Givors, on a en définitive deux pôles de forte densité pour le socialisme S.F.I.O., autour de Villefranche et autour de Lyon. Le développement d'un foyer socialiste autour de Villefranche, municipalité socialiste, est certainement à lier avec la personnalité dynamique du député-maire socialiste Armand CHOUFFET. A une époque où le parti S.F.I.O. en général, a encore une assez solide base ouvrière, l'importance du socialisme à Lyon et dans sa banlieue industrielle doit être mise en relation avec la composition socioprofessionnelle de la population.

Préciser

L'influence du socialisme dans le Rhône peut aussi être évaluée dans une certaine mesure par l'étude de la diffusion de la presse socialiste. Celle-ci est représentée dans le Rhône par le Populaire, journal de la S.F.I.O. et par l'Avenir Socialiste, organe de la Fédération du Rhône du parti.

On trouve dans l'Avenir Socialiste des articles de fond écrits par des intellectuels socialistes locaux comme le professeur GROSCLAUDE, tout au début de la période, ou André PHILIP. Il rend compte des réunions des organismes fédéraux et fait écho dans ses colonnes de la vie des sections ou des problèmes des Jeunesses Socialistes. Il propose aussi des articles sur la vie politique lyonnaise, s'intéressant en particulier aux séances du Conseil municipal, notamment dans les années 1929 à 1931. Une bonne partie de la quatrième et dernière page du journal est consacrée à la publicité. Un gros effort est fait dans ce sens en 1931 où le nombre des maisons clientes passe de neuf à trente-quatre. Au point de vue rédactionnel, des nouveautés sont apportées la même année par l'introduction dans le texte d'enquêtes et de contes ; on emploie clichés et dessins pour améliorer l'illustration (I6) En 1933, on insère des communiqués des syndicats et l'on crée deux rubriques nouvelles, l'une qui a trait à la chronique médicale et l'autre à la chronique littéraire. On améliore aussi la présentation du journal qui est illustré par de nombreux clichés photographiques et par un bas de page humoristique tous les quinze jours (I7).

Il serait important de connaître la diffusion des deux journaux dans le Rhône. Est-elle limitée aux adhérents du parti ou dépasse-t-elle largement le cadre de la Fédération? Nous savons que les membres des organismes fédéraux sont tenus de s'abonner aux journaux du parti, le Populaire et

l'Avenir Socialiste, mais cette obligation n'est certainement pas respectée, puisque le Bureau Fédéral éprouve le besoin de la rappeler (I6).

La diffusion de l'Avenir Socialiste se fait, au début de la période, de deux manières : par les abonnements et par la vente aux numéros. Le nombre d'exemplaires de l'Avenir Socialiste vendus en kiosques en 1930 est de douze mille quatre cent soixante quatorze exemplaires ; vu que le journal est un hebdomadaire, cela donne une moyenne de deux cent trente-neuf acheteurs. Malgré l'accroissement du prix au numéro, la vente dans les kiosques augmente sensiblement en 1931 où la moyenne des acheteurs atteint trois cent soixante-quinze (I6). Mais en 1932, elle tombe à deux cent trente-six, c'est-à-dire en-dessous du niveau de 1930. Il est vrai que six numéros ont été supprimés cette année-là, quarante-six seulement ayant été tirés. " C'est une solution qu'il faudra éliminer, car le journal paraissant irrégulièrement fait tomber très rapidement ses acheteurs au numéro"(I8) Un effort est fait en 1933 pour que le journal soit mieux connu dans le département ; dans l'espoir d'augmenter la vente aux numéros, on crée des dépôts à Villefranche, à Tarare et à Givors, en les appuyant d'une publicité par affiches (I7) Le chiffre de numéros vendus n'est malgré tout pas bien important : à titre d'exemple, la moyenne de numéros vendus pour une semaine à Villefranche, après ces mesures, est de

dix, alors que la section comporte quatre-vingt douze adhérents.

A propos des abonnements, la Commission d'Etudes de l'Avenir Socialiste constate, en juillet 1930, leur ralentissement. Pour augmenter leur nombre, elle organise un concours par ailleurs, ses membres écrivent de nombreux articles afin d'engager les militants à faire de la propagande pour le journal. Cet effort porte ses fruits puisque le nombre d'abonnés augmente, paraît-il, de 57 % en 1931 (16).

En mars 1936, l'Avenir Socialiste change de caractère et, en même temps, sa diffusion par abonnements se modifie elle aussi. Les raisons en sont le net déficit de la publicité depuis deux ans et les difficultés matérielles de composition et de contrôle des abonnements qui font que beaucoup de militants ne reçoivent pas le journal régulièrement. Par ailleurs, malgré les espoirs des dirigeants, les abonnés, loin d'atteindre la totalité des socialistes du Rhône, n'étaient que d'un millier. Maintenant l'Avenir Socialiste devient mensuel et prend la forme d'un bulletin intérieur à la Fédération, qui perd tout aspect de feuille de polémique. Il paraîtra le quinze de chaque mois et sera envoyé gratuitement aux adhérents régulièrement inscrits (19).

Mais, dès le 20 février 1937, il reprend sa parution toutes les semaines et, à partir de mars, seulement ceux qui s'y abonnent le recevront. A cette date, un nouveau concours est ouvert pour augmenter les abonnements et le

premier prix sera un billet de P.L.M., de première classe, valable dix jours (20).

A part dans la période où le journal est distribué gratuitement sous forme de bulletin, la diffusion de l'Avenir Socialiste, loin de couvrir la totalité des adhérents de la Fédération, est bien restreinte. La vente aux numéros dans les kiosques est plus faible encore.

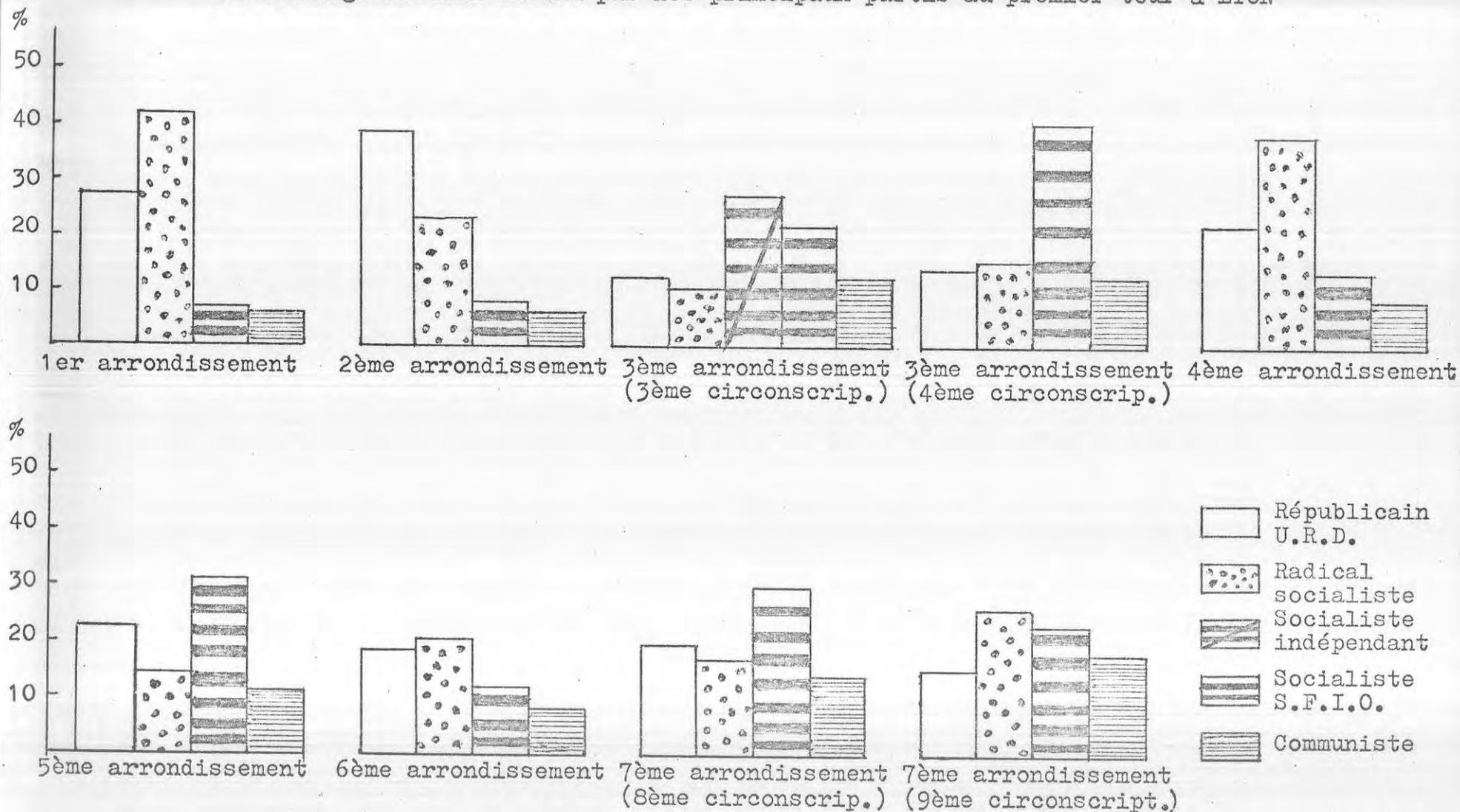
Pour se procurer le Populaire dans le Rhône, on peut s'y abonner ou bien l'acheter au numéro chez tous les marchands de journaux (21). Malgré ces deux possibilités, on constate, au Congrès fédéral du 4 octobre 1936, qu'il y est peu diffusé : " Si le journal du parti est dans une ère de prospérité générale, la statistique indique qu'il vit d'une manière précaire dans la région lyonnaise " (22). Pour remédier à cet état de choses, on met sur pied un comité régional de diffusion du Populaire. La première vente à la criée a lieu le 9 octobre, dans le cinquième arrondissement. Au début, on y vend cent numéros par jour ; on arrive, en février 1937, au chiffre de cent cinquante. La vente est bonne aussi dans les deuxième, troisième, sixième et septième arrondissements ainsi qu'à Villeurbanne, où on distribue cent numéros par jour, mais cela ne dure pas. " Malgré cela, nous avons décroché, dans la vente nationale à la criée, la troisième place avec deux mille cinq cent cinquante numéros vendus dans la semaine " (23), ce qui donne une moyenne de trois cent soixante-quatre acheteurs pour le journal. Et

rien ne prouve qu'un tel chiffre, atteint pendant les grands moments du Front Populaire, ait persisté jusqu'à la fin de la période étudiée.

- (1) l'Avenir Socialiste du 12 mars 1932
- (2) d'après l'Avenir Socialiste du 6 mars 1937.
- (3) l'Avenir Socialiste du 13 janvier 1934.
- (4) l'Avenir Socialiste du 20 mai 1933.
- (5) l'Avenir Socialiste spécial de 1934.
- (6) l'Avenir Socialiste du 13 janvier 1937.
- (7) l'Avenir Socialiste du 4 septembre 1937.
- (8) Lefranc: le mouvement socialiste sous la IIIe République page 436.
- (9) Ziebur: Léon Blum et le parti socialiste (1872-1934) page 190.
- (10) voir graphiques I et I bis.
- (11) l'Avenir Socialiste numéro spécial de 1932.
- (12) carte I
- (13) d'après l'entretien avec Mr HORNUNG, socialiste, conseiller municipal à Bron.
- (14) l'Avenir Socialiste du 20 mars 1937.
- (15) voir carte 2
- (16) l'Avenir Socialiste spécial de 1932.
- (17) l'Avenir Socialiste spécial de 1934.
- (18) l'Avenir Socialiste spécial de 1933.
- (19) l'Avenir Socialiste de mars 1936.
- (20) l'Avenir Socialiste du 6 mars 1937.
- (21) l'Avenir Socialiste de janvier 1936.
- (22) l'Avenir Socialiste du 15 octobre 1936.
- (23) l'Avenir Socialiste du 20 février 1937.

Graphique 2. ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1928

Pourcentage de voix obtenu par les principaux partis au premier tour à LYON

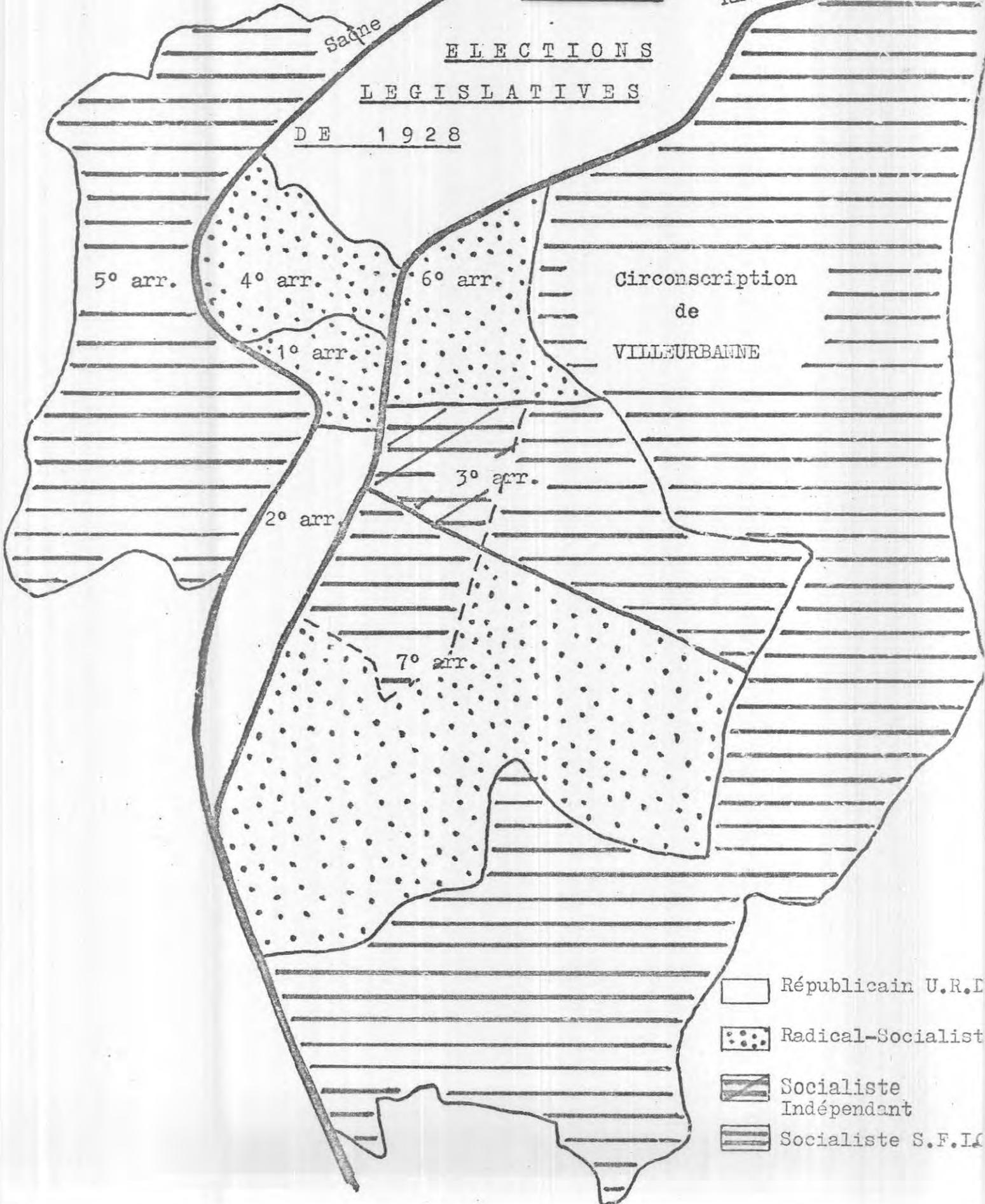


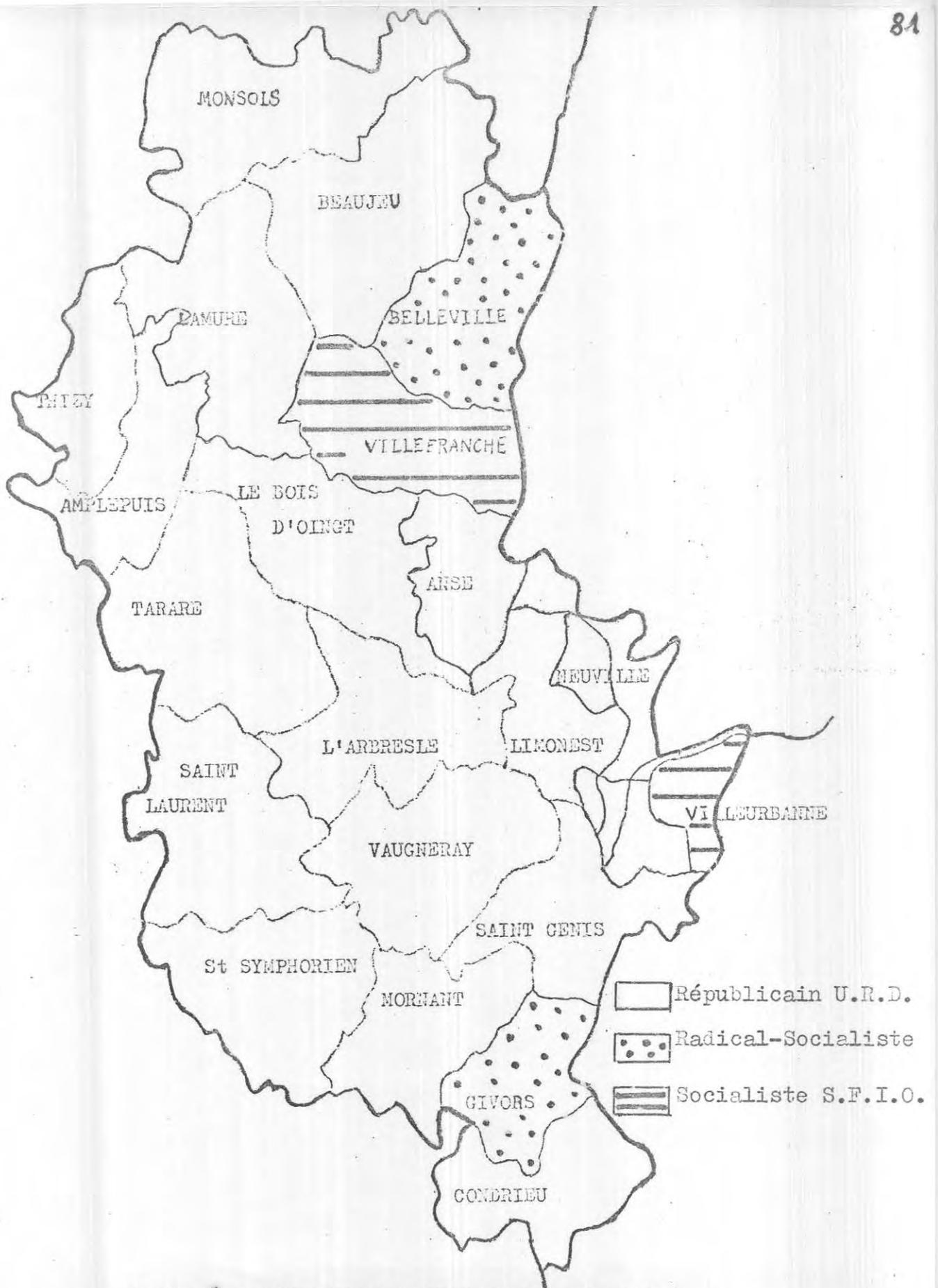
Carte 3

Rhône

80

ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1928





Carte 4 : ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1928

compris entre 6,5 et 13,6%. (1)

Le parti socialiste a obtenu un siège au second tour là où il était arrivé en tête au premier. Il a ainsi le plus grand nombre de députés, cinq ; les radicaux-socialistes en ont seulement trois, l'Union Républicaine deux, tandis que les quatre derniers sièges se répartissent entre républicain modéré, modéré, radical indépendant et socialiste indépendant. Les communistes n'en ont aucun.

Pour les élections municipales de 1929 à Lyon, la S.F.I.O. refuse le cartel avec les radicaux. Elle sort victorieuse de ce scrutin où elle remporte, avec vingt-sept élus, la majorité des sièges ; les radicaux-socialistes en obtiennent vingt-trois et l'Union Républicaine sept seulement, tous issus du deuxième arrondissement. Le parti socialiste fait ainsi, dans le Rhône comme à Lyon, un progrès sur le plan municipal par rapport à la situation de 1928 (2). Ses conseillers municipaux lyonnais sont les élus du troisième, cinquième et septième arrondissements.

2.2. Evolution au cours de la période :

La mort du député socialiste S.F.I.O. RICHERAND, le 14 janvier 1931, amène des élections législatives complémentaires dans le troisième arrondissement (quatrième circonscription). Avec lui disparaît une importante personnalité du socialisme lyonnais. Né en octobre 1862, cet ouvrier cordonnier a adhéré tout jeune au syndicat de sa profession, puis au parti Socialiste français dont il a été souvent le

délégué aux Congrès du parti. En 1904, il a été élu conseiller municipal par les électeurs de la Guillotière, dans le troisième arrondissement et, depuis, il n'a cessé de l'être. En 1914, il a été élu conseiller général du Rhône. Après la guerre, il a quitté le parti Socialiste Français pour le parti socialiste S.F.I.O. Continuant ses activités de conseiller municipal, il fut de plus adjoint à la mairie centrale, chargé de l'assistance publique de 1925 à 1928. C'est à cette dernière date qu'il a été élu député de la Guillotière. Il s'est signalé notamment par son activité en faveur des vieillards hospitalisés; grâce à lui, le " sou de poche " leur a été accordé (3).

Pour succéder à ce vétéran du socialisme lyonnais, le parti S.F.I.O. présente un homme qui s'est, lui aussi, illustré dans des activités de conseiller municipal de la Guillotière, Pierre ODOUX. D'origine modeste comme RICHERAND, il est issu d'une famille de onze enfants dont le père était instituteur dans une petite commune du Charolais. Ayant quitté très jeune l'école, il a fait son apprentissage de typographe et s'est syndiqué dès l'âge de seize ans. Il est entré en 1895 au parti Socialiste autonome. En 1919, il était secrétaire de la section socialiste du troisième arrondissement. C'est à cette date qu'il est devenu adjoint au maire et, dès lors, il fut toujours réélu conseiller municipal. Il s'est beaucoup dépensé pour organiser et transformer la Guillotière. A ces activités, il faut ajou-

ter celle de conseiller général depuis 1928 (4).

Au terme du premier tour, Pierre ODOUX est en tête du scrutin de ballottage : il bénéficie en effet de 20,8 % des voix contre 16 % au radical, 9,5 % à la Fédération républicaine, 6,8 % au communiste et 2,1 % au socialiste national. Après le désistement des radicaux, il est élu député au second tour. Le siège reste donc à la S.F.I.O.

D'autres élections complémentaires, municipales cette fois, se déroulent en 1931. On se rappelle qu'à la suite de la crise éclatée en mars, au Conseil municipal, entre socialistes et radicaux, Edouard HERRIOT démissionne. Il se défait de son mandat de conseiller municipal du premier arrondissement et décide d'attaquer les socialistes sur leur terrain même : il se présente dans le troisième arrondissement où le décès du conseiller municipal socialiste RICHERAND donne lieu à une élection complémentaire. Dans le premier arrondissement, fief radical, les radicaux COHENDY et PETIT l'emportent. Mais le coup de théâtre vient des résultats des élections du troisième arrondissement où les socialistes, de loin en tête aux précédentes élections municipales, subissent cette fois une lourde défaite. En effet, Edouard HERRIOT est élu par près de neuf mille voix contre moins de deux mille au candidat socialiste LAMARQUE (5).

Cet échec retentissant des socialistes après une campagne tapageuse contribue certainement pour beaucoup à la victoire radicale lors de l'élection législative, consécutive

à la mort du député socialiste indépendant AUGAGNEUR, qui se déroule en juin 1931 dans le troisième arrondissement. Les socialistes qui, au premier tour des élections de 1928, étaient arrivés en seconde position derrière AUGAGNEUR avec 21,4 % des voix inscrites, n'en obtiennent plus que 7,6 %; au contraire, les radicaux sont passés d'un score de 10,4 % en 1928 à celui de 37,3 % (6).

Le recul de la S.F.I.O. à Lyon est confirmé par les résultats des élections cantonales de 1931, où elle a cinq cent cinq voix en moins dans le Rhône par rapport à 1928. La perte de voix est faible, au total, dans le département; en revanche, elle est importante à Lyon même (7).

S'agit-il seulement d'un recul passager lié aux événements politiques de 1931 ou ce résultat va-t-il être confirmé par les élections législatives de mai 1932 ? Au premier tour, la Fédération du Rhône présente un candidat dans chaque circonscription du département. Cinq d'entre eux, dont fait partie Pierre ODOUX, sont des députés sortants. Une éminente figure du socialisme lyonnais est représentée par la personne d'André FEVRIER. Employé des P.T.T. et conseiller municipal de Lyon, il s'est présenté pour la première fois aux élections législatives en 1924. Il a été élu à cette date et son mandat a été renouvelé en 1928. ROGNON, sculpteur à l'origine, est un vétéran des luttes parlementaires : élu pour la première fois en 1909, il a sans cesse été réélu

depuis. Il ajoute à son activité de député celle de conseiller municipal. Lazare GOUJON et Armand CHOUFFET sont des députés de fraîche date, depuis les élections de 1928; avant de l'être, ils exerçaient tous deux des professions libérales, le premier comme docteur en médecine, le second comme avocat. Ils sont respectivement à la tête des municipalités de Villeurbanne et de Villefranche. Né en 1869 au CREUZOT, Lazare GOUJON est d'origine modeste. Fils aîné d'ouvrier dans une famille nombreuse, il a quitté l'école à l'âge de neuf ans pour apprendre le métier de briquetier, puis de maçon. Grâce à une bourse d'Etat obtenue à douze ans, il a poursuivi des études secondaires; il en est sorti bachelier-ès-lettres et ès-sciences et est devenu instituteur. La réussite d'un concours lui permit de faire ses études de médecine comme boursier; il fut externe, puis interne suppléant des Hôpitaux de Lyon. Il est venu à la S.F.I.O. par le canal du parti Ouvrier Français de GUESDE dont il est membre depuis 1888. Elu conseiller municipal en septembre 1922, il est maire depuis novembre 1924. Il fut conseiller d'arrondissement de juillet 1925 à juillet 1931. A ces diverses activités, il ajoute celles de président du syndicat intercommunal des eaux de la banlieue de Lyon, de président de l'Association des maires du département du Rhône, de président de l'Office municipal des habitations à bon marché de Villeurbanne, et de président du Conseil d'administration de la " Société Villeurbannaise d'Urbanisme " (8).

Les autres candidats sont des personnalités moins connues. Il s'agit pour une part de membres des organismes fédéraux du parti, comme le conseiller fiscal, REYNARD, secrétaire fédéral adjoint et rédacteur en chef de l'Avenir Socialiste l'avocat Marcel FREISSINET, ancien conseiller général et secrétaire de la commission fédérale des conflits, l'ingénieur GENDRE, secrétaire fédéral, et René CROUZET, secrétaire adjoint de la Fédération et délégué à la propagande. On trouve aussi des membres d'assemblées locales : les conseillers municipaux MEJAT et GRATEAU et le conseiller d'arrondissement Joseph DEPIERRE. Le conseil juridique Jules AMOUROUX, âgé de trente-sept ans, d'origine modeste, a pu comme GOUJON, faire ses études secondaires grâce à une bourse d'Etat; ensuite il a poursuivi ses études à la Faculté de Droit tout en gagnant sa vie comme clerc d'avoué (8).

Une figure originale se distingue parmi ces candidats socialistes : celle du jeune intellectuel, André PHILIP, âgé seulement de trente ans. Il se signale dans la Fédération par son activité de propagandiste : il contribue à la diffusion de la doctrine socialiste par des conférences aussi bien que par ses articles de fond dans les colonnes de l'Avenir Socialiste. " De haute taille, alerte, vibrant, la crinière en bataille, la voix ample et profonde, la parole jaillissante nourrie d'une argumentation d'une conviction irrésistible, PHILIP compte parmi nos meilleurs espoirs ", dit-on de lui dans la Fédération (9).

Né dans le Gard en 1902, ce professeur à la Faculté de Droit de Lyon a fait ses études à Paris. Entre temps, il faisait de fréquents voyages en Angleterre qui ont inspiré sa thèse de doctorat et un livre d'observations prises sur le vif, l'Angleterre moderne. Son expérience s'est aussi enrichie de ses séjours aux U.S.A. où il s'est fait embaucher dans les usines pour étudier de plus près le régime du travail dans les manufactures américaines ; i y a également travaillé comme moissonneur et comme bûcheron. Revenu en France en 1926, il y fut brillamment reçu à l'agrégation. Depuis sa nomination à la Faculté de Lyon, il y enseigne tout en continuant à publier des ouvrages tels le problème ouvrier aux U.S.A.

A cette époque, sa pensée en matière de socialisme s'est déjà manifestée dans un ouvrage publié en 1928 où il résume le livre du belge Henri de MAN, Au-delà du marxisme : " il y dénonce, dans son avant-propos, la crise du socialisme où il veut voir une crise de croissance entre une doctrine sans pratique et une pratique sans doctrine " (10). Original par ce souci de réflexion à une époque où la pensée au sein de la S.F.I.O. se caractérise surtout par son atonie, André PHILIP l'est aussi par ses convictions religieuses; au Congrès de Nancy de juin 1929 où l'on a discuté du problème du " Parti Socialiste et de l'Ecole ", il s'est montré favorable à une conciliation entre le socialisme et le christianisme (11).

Au cours des réunions publiques organisées pendant la période électorale, le parti socialiste fait le procès de la politique de la majorité actuelle, " prisonnière des puissances d'argent et des fabricants de canons " (I2). Il dénonce l'incapacité gouvernementale à endiguer la faillite du Gouvernement TARDIEU sur le plan monétaire et sur celui du désarmement. Il insiste sur l'inutilité des dépenses forcenées d'armements qui sont, à son avis, autant de menaces de guerre ; leur diminution permettrait d'employer à l'outillage national des milliards qui assureraient du travail aux corps de métiers actuellement au chômage. Envisageant le problème de la crise économique au plan mondial, il en rend responsable le régime capitaliste et il préconise le socialisme comme seul remède.

Mais ces thèmes généraux de la campagne électorale socialiste dans le Rhône, qui ne diffèrent pas de la propagande nationale du parti (I3), s'agrémentent de touches particulières suivant la personnalité de l'orateur. André PHILIP, par exemple, brosse de vastes tableaux de la situation économique mondiale dont l'analyse sert de point d'appui à sa démonstration. André FEVRIER, qui s'est illustré depuis longtemps dans l'action municipale à Lyon, s'attache d'abord aux problèmes locaux. Dans une réunion électorale au cinquième arrondissement, il explique, plan en main, les dispositions prévues pour la reconstruction du quartier

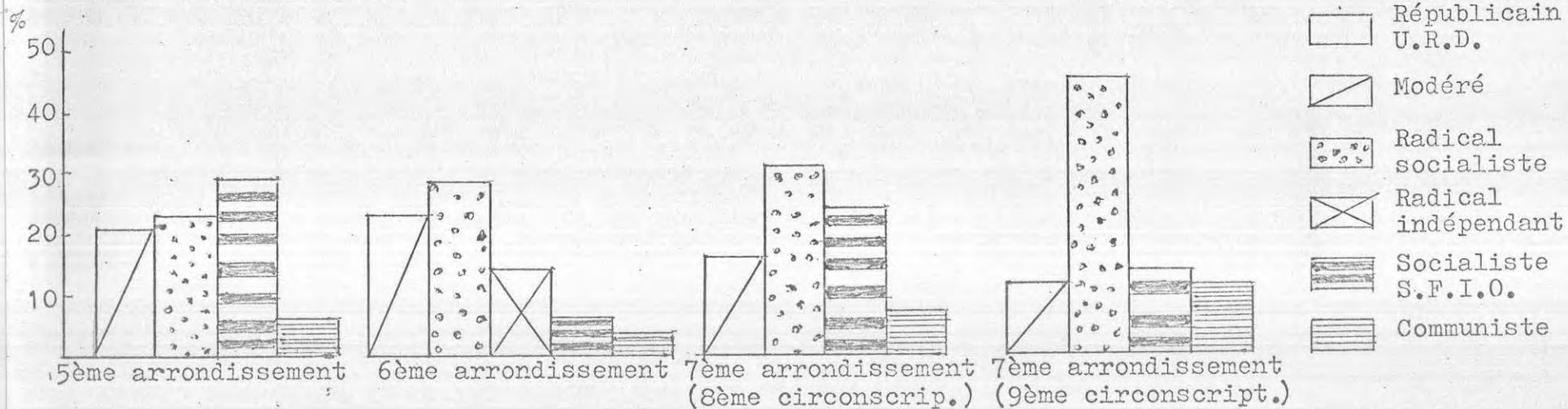
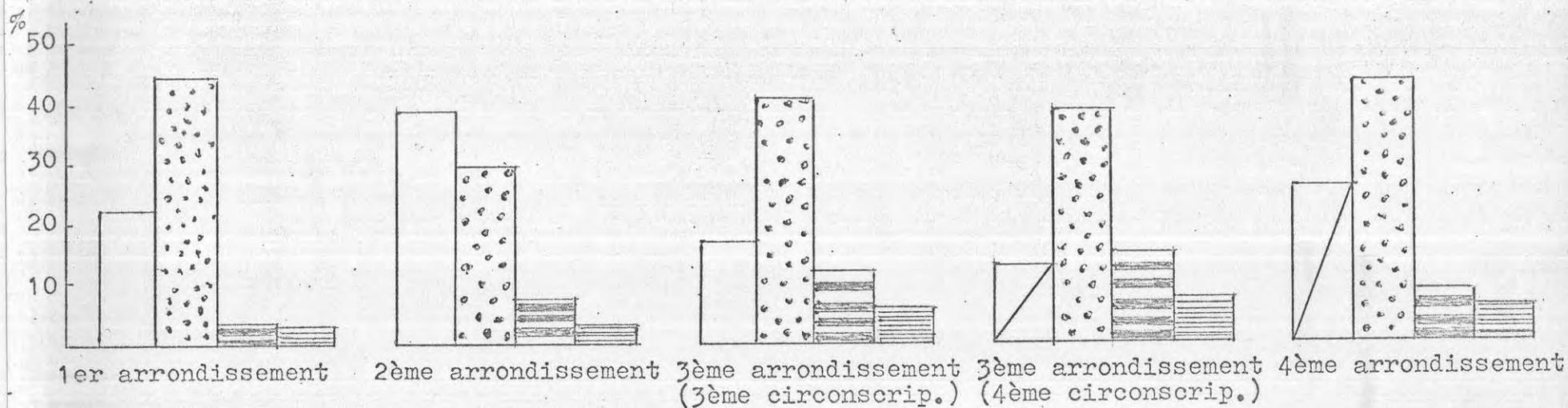
Saint-Jean très durement éprouvé par une récente catastrophe (12) Défenseur des salariés âgés, il demande, à une réunion chez les vieux travailleurs des Invalides, d'être jugé sur ce qu'il a fait pour eux depuis dix ans. (14) ROGNON, qui a derrière lui une longue carrière de député, retrace les efforts du parti socialiste au parlement (15). Les orateurs sont aussi amenés par la contradiction qu'ils trouvent en face d'eux, souvent d'origine communiste, à préciser la position du parti sur des problèmes précis, tels que celui des mutilés de guerre et du travail et celui de l'école unique.

Au premier tour des élections législatives de 1932, le parti S.F.I.O. compte seulement trente huit mille cent quinze voix dans le Rhône, ce qui, même compte tenu de la baisse du nombre des votants, indique un repli. Il n'obtient plus que 18,2 % des voix des inscrits contre 18,6 % en 1928. Les radicaux-socialistes, qui arrivent en tête, ont au contraire nettement progressé, passant de 19,8 à 29,9 %. Les modérés ou républicains modérés dépassent aussi largement la S.F.I.O. avec 23,8 %. En revanche, les communistes ont eu seulement 6,53 % et la Fédération républicaine, 5,32%.

Dans toutes les circonscriptions de Lyon, mise à part la douzième (celle de Villeurbanne), la S.F.I.O. obtient un pourcentage moindre qu'aux élections de 1928 (16). Au contraire, elle a gagné des points dans les deux circonscriptions de Villefranche, notamment dans la première où CHOUFFET a 36,2 % contre 27,5 % en 1928. Etant donné que

Graphique 3. ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1932

Pourcentage de voix obtenu par les principaux partis au premier tour à LYON



Saône

Rhône

ELECTIONS
LEGISLATIVES
DE 1932

5° arr.

4° arr.

6° arr.

Circonscription
de
VILLEURBANNE

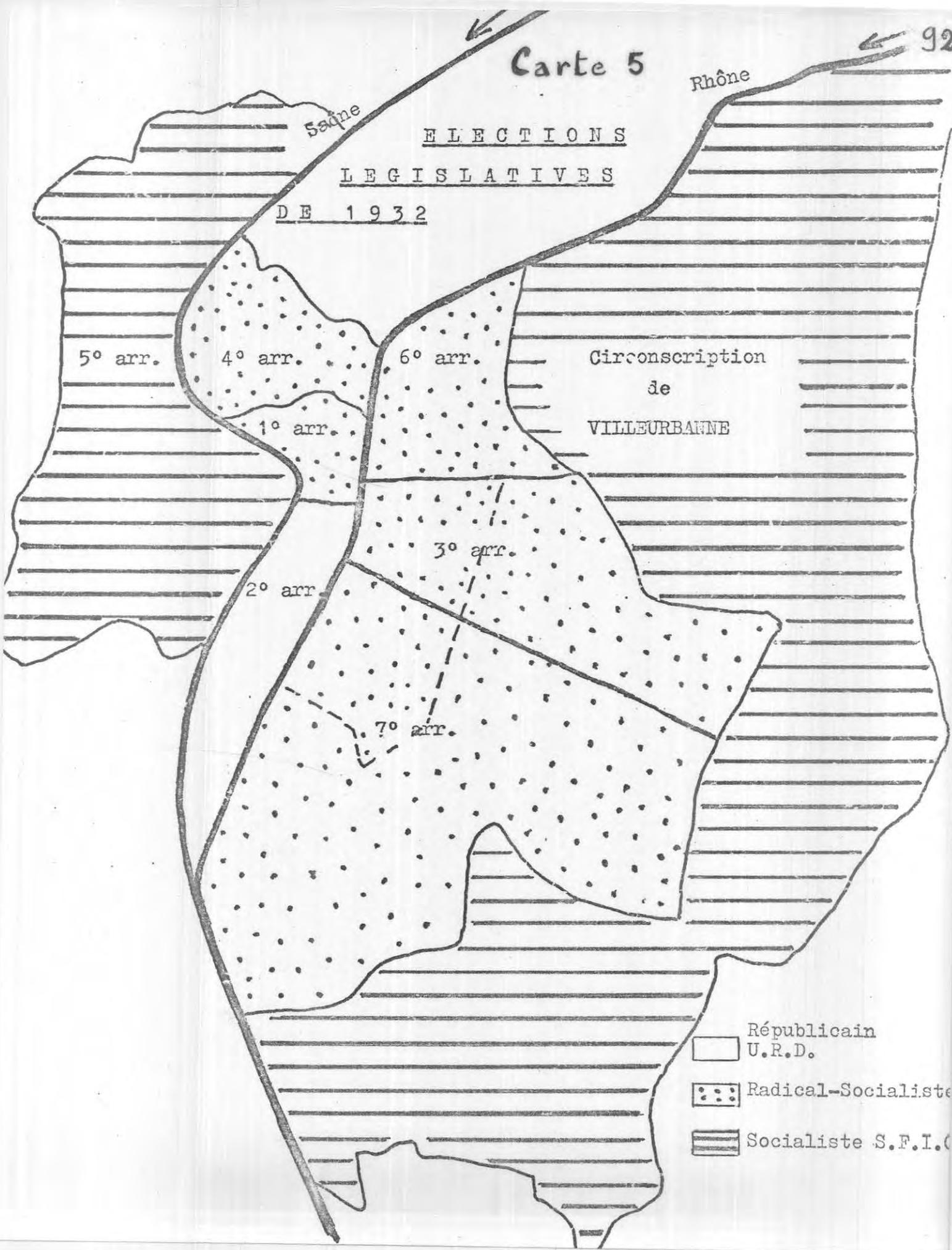
1° arr.

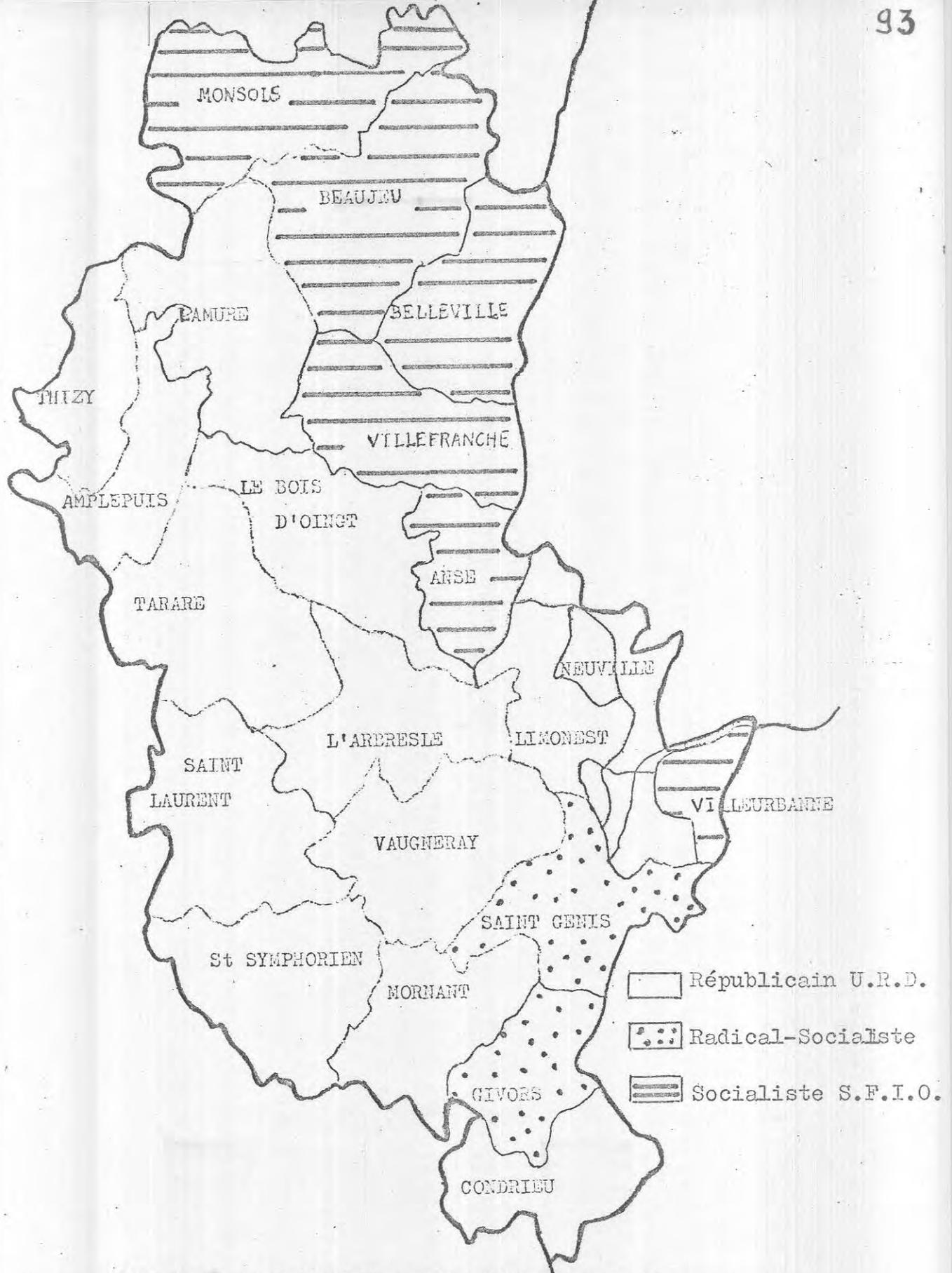
3° arr.

2° arr.

7° arr.

- 
 Républicain
U.R.D.
- 
 Radical-Socialiste
- 
 Socialiste S.F.I.C.





Carte 6 : ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1932

le score est à peu près inchangé dans la onzième circonscription de Lyon, la baisse des voix dans le Rhône entre 1928 et 1932 est à lier avec le recul de la force électorale dans la dixième circonscription et surtout à Lyon même.

Le parti socialiste ne fait de scores importants à Lyon que dans la sixième circonscription (cinquième arrondissement) et la huitième circonscription (septième arrondissement). Le troisième arrondissement, où les socialistes avaient perdu de leur influence, dans la troisième circonscription, aux élections de 1931, est cette fois entièrement conquis par les radicaux. C'est un cuisant échec pour la S.F.I.O. dont le député sortant est distancé de très loin par les radicaux qui obtiennent 38,5 %. Le même phénomène se produit dans la huitième circonscription, septième arrondissement, où le député socialiste sortant, ROGNON, est devancé par le radical-socialiste RICHARD, avec une avance beaucoup moins considérable cependant. A Lyon même, il reste donc un seul fief socialiste, la sixième circonscription (cinquième arrondissement).

Le recul socialiste et la poussée radicale dans le Rhône sont confirmés par les résultats du second tour ; trois candidats socialistes sont élus, alors que les radicaux enlèvent huit sièges de députés (contre trois seulement en 1928). Les causes en sont certainement des facteurs locaux puisque le groupe parlementaire S.F.I.O. a augmenté son effectif sur le plan national (13).

Le recul du socialisme à Lyon même est confirmé par les résultats des élections municipales de 1935. Les élus municipaux socialistes qui avaient la majorité relative des sièges en 1929, et même encore au lendemain des élections partielles de 1931, sont maintenant largement minoritaires; leur nombre est de huit contre quatorze modérés et trente-quatre radicaux. Ils sont issus du cinquième arrondissement, ce qui confirme là aussi le résultat des élections législatives.

Pour les élections législatives de 1936, la Fédération S.F.I.O. et la Région Communiste, toutes deux membres du Front Populaire, au niveau régional, décident une tactique électorale d'un commun accord (17). Six candidats socialistes sont les mêmes qu'aux élections de 1932 : Charles REYNARD, André PHILIP, Eugène GENDRE, André FEVRIER, Marcel FREISSINET et Armand CHOUFFET. En revanche, les nouveaux sont peu connus de nous, excepté Marius JORDERY, ajusteur, conseiller général et maire d'Oullins.

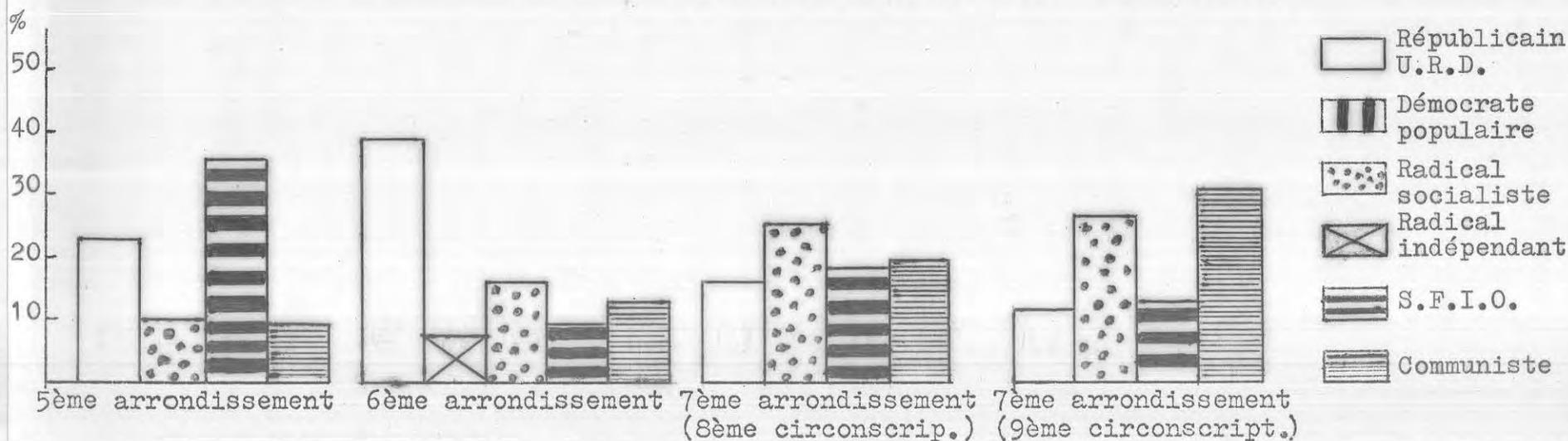
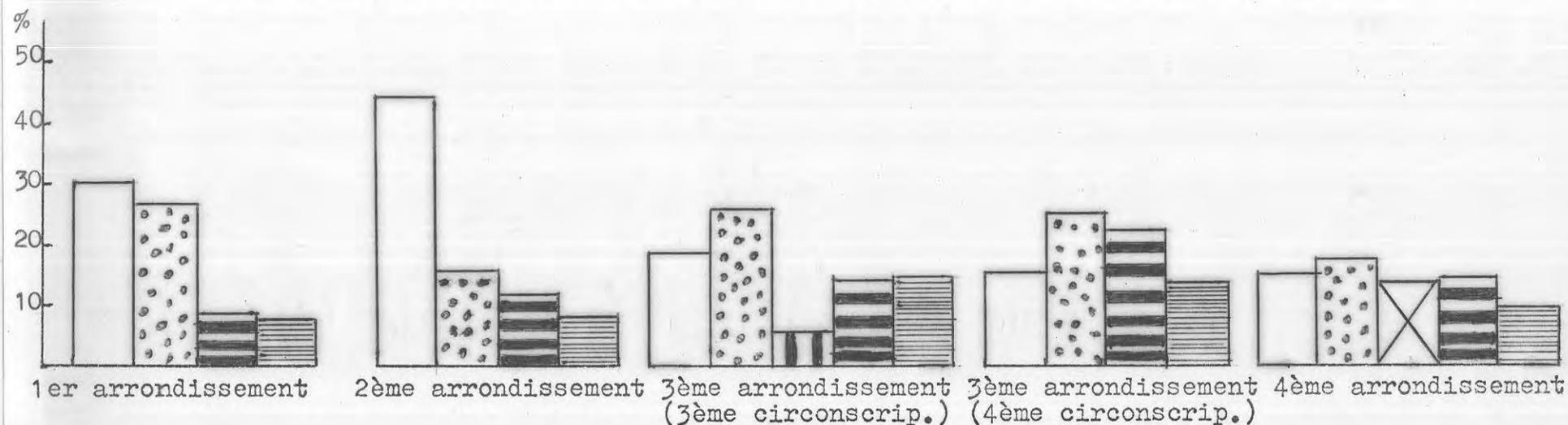
Dans leur campagne, les socialistes mettent en cause les " féodalités financières " au pouvoir dans les gouvernements qui se succèdent. Ils prennent position contre la " politique imbécile de superdéflation " (18) et s'opposent au fonctionnement d'alors de la Banque de France, dont ils réclament la nationalisation. Ils dénoncent une fois encore le rôle des grands trusts internationaux qui, disent-ils, arment les nations et mènent à la guerre.

Lutter contre la crise et défendre la République menacée, tels sont les deux objectifs principaux de leur programme. Ils veulent réparer les injustices commises par les décrets-lois à l'égard des anciens combattants, des victimes de la guerre, des pensionnés, retraités ou petits fonctionnaires. Ils préconisent une réorganisation méthodique de l'économie nationale et l'augmentation du pouvoir d'achat par la hausse des salaires. D'après eux, la paix à l'extérieur sera assurée par une politique d'entente des peuples avec la Russie soviétique, au sein de la Société des Nations. Pour sauvegarder les libertés républicaines et syndicales, ils préconisent la suppression des factions, le renforcement des organisations ouvrières et l'indépendance de l'Etat vis-à-vis des congrégations économiques et financières. Le but final du socialisme n'est pas oublié : le triomphe d'un régime nouveau dans une société réorganisée " qui assurera à tous le pain, le travail, la paix et la liberté" (19).

Au terme du premier tour, les socialistes n'obtiennent que 16,35 % des voix des inscrits, c'est-à-dire un pourcentage nettement inférieur à celui des élections législatives de 1932. Sur le plan national, le parti socialiste sort également affaibli de cette consultation alors que l'ensemble de la gauche, et particulièrement les communistes, gagne du terrain. Mais dans le Rhône, la droite prend, pour la première fois de la période étudiée, l'avantage, avec un pourcentage de 25,2%

Graphique 4 ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1936

Pourcentage de voix obtenu par les principaux partis au premier tour à LYON



au bénéfice des U.R.D. Les radicaux-socialistes connaissent un recul nettement plus important que la S.F.I.O.: leurs suffrages passent de 29,9 % en 1932 à 16,5%. Les communistes qui obtiennent un score de 14,9 % sont les seuls candidats du Front Populaire à progresser.

Les socialistes sont assez bien placés dans la quatrième, la huitième et la onzième circonscriptions (au moins 18%), mais il y sont distancés dans le premier cas par les radicaux, dans le second par les radicaux et les communistes, et dans le dernier par les U.R.D. Ils n'arrivent en tête que dans deux circonscriptions : le cinquième arrondissement (sixième circonscription) où FEVRIER obtient 36 %, et la première circonscription de Villefranche où CHOUFFET en a 37,6.

Au lendemain du second tour, le groupe S.F.I.O. à la Chambre est le plus important de ceux du Front Populaire. Les résultats du scrutin de ballottage dans le Rhône sont également favorables à la S.F.I.O. qui obtient le plus grand nombre de sièges, quatre (contre trois seulement en 1932). Les radicaux en ont trois, les communistes deux, tandis que républicains de gauche et indépendants en ont un chacun. Le groupe parlementaire rhodanien de l'U.R.D. qui a eu le maximum de suffrages au premier tour, ne compte que trois membres.

Les candidats socialistes arrivés en tête au premier tour, FEVRIER et CHOUFFET, sont élus au scrutin de ballottage. Dans la quatrième circonscription, André PHILIP devient député alors qu'après le premier tour, il est en seconde position

Rhône

Saône

ELECTIONS
LEGISLATIVES

DE 1936

5° arr.

4° arr.

6° arr.

Circonscription
de
VILLEURBANNE

1° arr.

3° arr.

2° arr.

7° arr.

*pourcentage
est été*

*plus
important*

%

*à une
division*

☐ Républicain U.R.D.

⊗ Radical
Indépendant

⋯ Radical-Socialiste

▨ Socialiste S.F.I.C.

▧ Communiste

derrière le député sortant radical-socialiste, ROLLAND. Il reste au second tour et son élection s'explique par l'apport des voix communistes et le maintien d'un candidat de droite. Dans la onzième circonscription, on se trouve, au terme du premier tour, dans un cas de " péril réactionnaire " évident, puisque le candidat de droite RUELLE arrive largement en tête avec 33,2 %. Au scrutin de ballottage, le candidat socialiste l'emporte de peu grâce au désistement des deux candidats, radical et communiste.

Les élections cantonales de 1937 marquent un redressement véritable pour la S.F.I.O. Elle obtient trente cinq mille trois cent voix contre vingt-sept mille deux cent et vingt sept mille trois cent aux élections cantonales de 1931 et de 1934 respectivement. Les socialistes ont ainsi 32,4 % des suffrages de gauche, contre 30,7 % seulement aux élections législatives de 1936; dans le même temps, le parti communiste passe de 35 à 30% des suffrages de gauche.

Ce redressement de la force électorale de la S.F.I.O. se répartit inégalement à l'intérieur du département. On enregistre des échecs sensibles du parti dans le canton de Saint-Genis-Laval et de Villefranche où il perd des sièges au profit des radicaux. Le canton de Villeurbanne est gagné au communisme. En revanche, la situation s'améliore nettement pour la S.F.I.O. à Lyon même où elle gagne quatre sièges sur les radicaux (19). Malgré la baisse importante du nombre des votants dans la ville entre les élections législatives de

1936 et les cantonales de 1937, le parti socialiste y gagne cinquante voix; tous les autres partis en perdent.

2.3 Répartition géographique des " fiefs " socialistes. (d'après les résultats des élections législatives)

Nous avons vu qu'en 1928, en dehors de Lyon, les fiefs socialistes étaient représentés par la circonscription de Villeurbanne et la première circonscription de Villefranche. Subsistent-ils pendant toute la période étudiée, où aucun fief électoral nouveau n'apparaît pour le socialisme ?

Dans la première circonscription de Villefranche, le pourcentage des votes socialistes augmente à chaque fois d'une élection législative à l'autre. Le bond est particulièrement sensible entre 1928 et 1932 : la " coloration " socialiste s'étend alors du seul canton de Villefranche à tous les cantons de la circonscription, cantons de Villefranche, Anse, Belleville, Beaujeu et Monsols (20).

En revanche, le fief de Villeurbanne, s'il se maintient bien entre 1928 et 1932, disparaît aux élections de 1936; il y est gagné au communisme. En 1928 comme en 1932, les socialistes arrivent en tête au premier tour dans quatre des cinq communes du canton de Villeurbanne: Bron, Saint-Fons, Vénissieux et Villeurbanne; Vaulx-en-Velin, à dominante communiste, fait exception. En 1936, les cinq communes votent en majorité communiste. Cette évolution est amorcée dès 1935 où un Maire communiste succède, à Villeurbanne même, au socialiste GOUJON.

Comment la situation évolue-t-elle à Lyon-même pendant la période ? En 1928, le socialisme lyonnais est fortement implanté dans trois endroits : le cinquième arrondissement, le troisième arrondissement (quatrième circonscription) et le septième arrondissement (huitième circonscription). En 1932, un seul de ces trois reste : le cinquième arrondissement; les deux autres ont été conquis par les radicaux qui sont alors en position forte à Lyon. La situation se modifie encore en 1936 où cette fois le septième arrondissement (neuvième circonscription) passe au communisme. Les radicaux ne gardent des sièges que dans trois arrondissements, car le sixième leur a été pris par un républicain indépendant. Et le siège du troisième arrondissement (quatrième circonscription) revient à nouveau à la S.F.I.O. qui, par ailleurs, conserve toujours celui du cinquième arrondissement (21).

- (1) voir schéma 4 graphique 2 page 79.
- (2) l'Avenir Socialiste du 18 mai 1929
- (3) l'Avenir Socialiste du 17 janvier 1931
- (4) l'Avenir Socialiste du 21 février 1931
- (5) l'Avenir Socialiste du 25 avril 1931
- (6) l'Avenir Socialiste du 20 juin 1931
- (7) l'Avenir Socialiste du 31 octobre 1931
- (8) l'Avenir Socialiste du 30 avril 1932
- (9) l'Avenir Socialiste du 30 mai 1931.
- (10) André PHILIP: Henri de MAN et la crise doctrinale du socialisme Gamber Paris 1928, cité dans Lefranc : le mouvement socialiste sous la IIIe République page 274.
- (II) Lefranc même ouvrage que précédemment page 283.
- (12) compte-rendu d'une réunion publique dans le deuxième arrondissement (le Progrès du 14 avril 1932)
- (13) voir Lefranc , même ouvrage que précédemment page 292.
- (14) Le Progrès du 16 avril 1932
- (15) Le Progrès du 15 avril 1932
- (16) voir schéma 2 graphique 3 page 91.
- (17) voir chapitre 3, page 61 premier paragraphe
- (18) compte-rendu d'une réunion électorale S.F.I.O. au premier arrondissement dans le Progrès du 26 avril 1936.
- (19) dans le compte-rendu d'une réunion électorale S.F.I.O. (Le Progrès du 23 avril 1936)
- (20) voir cartes 4 et 6, respectivement pages 81 et 93
- (21) voir cartes 3, 5 et 7, respectivement pages 80, 92 et 99.

rition de ses principales personnalités, à la seule exception d'André PHILIP : les uns, comme Marius JORDERY, sont morts en déportation; les autres, comme Armand CHOUFFET ou André FEVRIER qui participe au cabinet PETAIN (comme ministre du Travail jusqu'au 27 juin 1940, puis des Transmissions à partir de cette date), sont exclus du parti pour leur comportement pendant la guerre. Mais c'est lié aussi à l'évolution générale du parti dont certains membres se sont compromis avec le pouvoir sous PETAIN; plus tard la politique socialiste au Gouvernement, finalement réformiste, a déçu des vieux militants encore attachés à la tradition de GUESDE.

Il donne très peu de renseignements sur les résultats électoraux du parti. En revanche, il nous fournit des indications précieuses sur la vie interne de la Fédération, ses problèmes et les conflits qui se produisent, et également sur certaines de ses personnalités. Un numéro spécial paraît au début de chaque année : il comporte le rapport moral de la Fédération. Il présente un grand intérêt car il donne, à chaque fois, le nombre d'adhérents par section.

b) l'Action Socialiste (^{Bibl Nale - Département de Péloponnèse -} ~~Aux Archives nationales~~) : C'est le bulletin mensuel de la troisième section de Lyon qui paraît de novembre 1933 à juin 1939. Son siège social est à la mairie du troisième arrondissement, rue François Garcin. C'est une simple feuille écrite des deux côtés qui présente un ou plusieurs articles de fond. Certains articles, qui traitent des réunions de la section ou de la propagande menée, nous permettent de connaître un peu la vie de la section. ^{sur rapports aux P.C 1934}

c) Les dossiers des élections de 1928 et de 1932 (aux Archives départementales)

(avait donné des renseignements de l'extérieur)

d) le Progrès (aux Archives départementales et à la Bibliothèque Municipale) : consulté pour les campagnes électorales de 1932 et de 1936. ^{à le consulter plutôt pour la Municipalité}

II- Entretiens :

a) de M. HORNING : actuellement conseiller municipal à Bron, il a été responsable de la Fédération du Rhône du

parti S.F.I.O. de 1948 à 1962. Il avait treize ans en 1929 et n'était pas alors dans le Rhône. Ce qu'il connaît du socialisme rhodanien dans la période étudiée, il l'a donc appris par personnes interposées.

b) de M. GENDRE : ingénieur, il était le secrétaire fédéral dans la période étudiée. Il nous a fourni des renseignements sur lui-même, sur l'origine sociale des dirigeants du socialisme rhodanien vers 1923 et sur les rapports entre les radicaux et les socialistes à Lyon.

3- Ouvrages :

a) sur la vie politique à l'époque considérée :

- BONNEFOUS : Histoire politique de la IIIe République tomes III à VII P.U.F. 1959-1967

- J. NERE : la IIIe République (1914 - 1940) U2 Colin

- F. GOGUEL : la politique des partis sous la IIIe République - Editions du Seuil, 1958.

b) sur le socialisme à l'époque considérée :

- LEFRANC : Le mouvement socialiste sous la IIIe République (1875 - 1940) Bibliothèque Historique 1963

- D. LIGOU : Histoire du socialisme en France (1871 -1961) P.U.F. Paris 1962.

- G. ZIEBURA : Léon BLUM et le parti socialiste (1872 - 1934) Colin Paris 1967

C. WILLARD : Socialisme et communisme français Colin Paris 1969.

- A. PHILIP : les socialistes Paris Le Seuil 1967

c) Sur la vie politique lyonnaise

A. KLEINCLAUSZ Histoire de Lyon tome III de 1814 à 1940
par DUTACQ et LATREILLE Lyon 1952.

- M. SOULIE : La Vie politique d'Edouard HERRIOT Colin
Rennes 1962.

d) GOGUEL et DUPEUX : Sociologie électorale. Cahier de la
Fondation Nationales des Sciences politiques, Colin. Paris
1951.

	<u>pages</u>
2- La force électorale socialiste et son évolution pendant la période	78
2.1. La force électorale socialiste au début de l'année 1929	78
2.2. Evolution au cours de la période 1929-1939	82
2.3. Répartition géographique "des fiefs " socialistes	101
Conclusion	105
Sources et bibliographie	107
Table des illustrations	III
Table des matières	II2